

# JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN OFFICIAL GAZETTE OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

★  
**Directeur de Publication : Joseph Marcel NDI - Tél / FAX : (237) 21 52 18**  
**s/c de M. le SECRETAIRE GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**  
**PARAISANT DEUX FOIS PAR MOIS A YAOUNDE**  
**PUBLISHED AT YAOUNDE TWICE A MONTH**

## ABONNEMENTS

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1999

### CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

1 an .....	30.000 FCFA
Le numéro ordinaire.....	500 FCFA
Le numéro du Supplément Do- maines.....	5.000 FCFA

### ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

Afrique Centrale.....	50.000 FCFA
Autres pays d'Afrique.....	110.000 FCFA
Europe.....	130.000 FCFA
Asie-Amérique-Australie et Océanie.....	150.000 FCFA

## SUBSCRIPTIONS

Subscription rates applicable as from 1 Jan. 1999

### CAMEROON

(By registered post exclusively)

1 Year.....	30.000 CFAF
Per Ordinary Issue.....	500 CFAF
Per Lands Supplement.....	5.000 CFAF

### ABROAD

(By registered air mail)

Central Africa.....	50.000 CFAF
Other African Countries.....	110.000 CFAF
European Countries.....	130.000 CFAF
America, Canada etc.....	150.000 CFAF

## AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou cheque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République à Yaounde.

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C. portent la date de la fin d'abonnement

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaounde

## IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde.

## TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces)..... 500 FCFA

Avis de changement de nom..... 15.000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne..... 500 FCFA

## CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces)..... 500 CFAF

Change of Name..... 15.000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line..... 500 CFAF

## SOMMAIRE

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n° 99-128 du 15 juin 1999 portant organisation et fonctionnement des organismes portuaires autonomes..... 2099

Décret n° 99-131 du 15 juin 1999 portant création du port autonome de Garoua..... 2108

Décret n° 99-132 du 15 juin 1999 portant création du port autonome de Kribi..... 2120

Décret n° 99-134 du 18 juin 1999 portant mise à la retraite d'un personnel officier de l'armée de terre..... 2131

## CONTENTS

### PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Decree No. 99-128 of 15 June 1999 to define the organization and functioning of Autonomous Port Bodies..... 2099

Decree No. 99-131 of 15 June 1999 to set up the Garoua Autonomous Port..... 2018

Decree No. 99-132 of 15 June 1999 to set up the Kribi Autonomous Port..... 2120

Retirement of an Army Officer..... 2131

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Arrêté portant autorisation de création  
et ouverture d'un centre de santé catholique  
dans l'aire de santé de Massea..... 2132

Arrêté portant autorisation de création et  
ouverture d'un centre de santé baptiste  
à Wouroum..... 2132

**MINISTRY OF PUBLIC HEALTH**

Authorization to set up and open  
a Catholic health centre..... 2132

Authorization to set up and open a Baptist  
health centre..... 2132

---

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**


---

**Décret n° 99-128 du 15 juin 1999 portant  
organisation et fonctionnement des organismes  
portuaires autonomes**

*Le Président de la République,*

Vu la Constitution;  
Vu la loi n° 98-21 du 24 décembre 1998 portant  
organisation du secteur portuaire;  
Vu l'ordonnance n° 95-3 du 17 août 1995 portant  
statut général des entreprises du secteur public et  
parapublic;  
Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant  
organisation du Gouvernement, modifié et complété  
par le décret n°98-67 du 28 avril 1998,

*Décète :*

**Chapitre I**
*Des dispositions générales*

**Article premier.-** Le présent décret fixe les modalités  
d'organisation et de fonctionnement des organismes  
portuaires autonomes, institués par le loi n° 98-21 du  
24 décembre 1998 susvisée.

**Art. 2.-** (1) La gestion, la promotion et le marketing de  
chaque port sont assurés par un organisme portuaire  
autonome dont la création, la forme juridique,  
l'organisation et les modalités de fonctionnement sont  
fixées par voie réglementaire.

(2) les organismes portuaires autonomes sont  
placés sous la tutelle de l'administration chargée des  
affaires portuaires.

**Art. 3.-** (1) Le siège de chaque organisme portuaire  
autonome est fixé au sein de sa circonscription.

(2) Les limites de la circonscription de chaque  
organisme portuaire autonome ainsi que les services  
annexes qui lui sont rattachés, sont fixés par voie  
réglementaire.

**Art.4.-** (1) A l'intérieur des limites de sa  
circonscription, l'organisme portuaire autonome est  
chargé notamment :

- de la coordination générale des activités  
portuaires ;
- de la gestion, de l'entretien, de la  
maintenance et du renouvellement des infrastructures  
et équipements portuaires ;
- de la sécurité des opérations d'exploitation ;

---

**PRESIDENCY OF THE REPUBLIC**


---

**Decree No. 99-128 of 15 June 1999 to define the  
organization and functioning of Autonomous  
Port Bodies**

*The President of the Republic,*

Mindful of the Constitution;  
Mindful of Law No. 98-21 of 24 December 1998 to  
organize the ports sector;  
Mindful of Ordinance No. 95-3 of 17 August 1995:  
General Rules and Regulations governing public and  
semi-public corporations;  
Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to  
organize the Government, as amended and  
supplemented by Decree No. 98-67 of 28 April 1998,

*Hereby decrees as follows:*

**Chapter I**
*General Provisions*

1. This decree lays down the terms and conditions for  
the organization and functioning of Autonomous Port  
Bodies instituted by the abovementioned Law No. 98-  
21 of 24 December 1998.

2. (1) The management, promotion and marketing of  
each port shall be carried out by an autonomous port  
body whose creation, legal form, organization and  
functioning shall be determined by statutory  
instruments.

(2) Autonomous port bodies shall be placed  
under the authority of the ministry in charge of ports.

3. (1) The head office of each autonomous port body  
shall be in its port area.

(2) The boundaries of the port area of each  
autonomous port body and its ancillary services shall  
be determined by statutory instruments.

4. (1) The autonomous port body shall, within its port  
area, be especially responsible for:

- coordinating port activities in general;
- managing, repairing, maintaining and  
renewing port infrastructure and equipment;
- ensuring the safety of port operations;

- de la protection de l'environnement portuaire ;
- de la maîtrise d'ouvrage des travaux confiés aux entreprises spécialisées, y compris le dragage, le cas échéant ;
- du contrôle de l'adéquation entre le service rendu et les tarifs y afférents ;
- de l'animation de la communauté portuaire au sein du comité consultatif d'orientation concerné.

(2) Le programme d'investissement en vue de l'extension, du renouvellement des infrastructures et équipements portuaires ainsi que les conditions de son exécution font l'objet de concertation entre l'organisme portuaire autonome, le comité consultatif d'orientation concerné et l'autorité portuaire nationale.

(3) Chaque organisme portuaire autonome doit constamment s'assurer que les prestations portuaires offertes aux usagers au sein de sa circonscription sont compétitives, notamment en termes de délais et de coûts de passage des marchandises.

(4) L'organisme portuaire autonome doit mettre en place un système de gestion des données portuaires, alimenté par tous les opérateurs de la place portuaire.

**Art. 5.-** (1) L'organisme portuaire autonome est en outre chargé de la gestion des services publics tels que les voiries et réseaux divers, le balisage, les dispositifs d'aide à la navigation à l'intérieur de la circonscription portuaire ou pour ses accès et les services d'incendie et, en tant que de besoin, des services annexes ci-après, situés en dehors des limites de la circonscription portuaire :

- le domaine public maritime et la protection des côtes, le cas échéant ;
- le domaine public fluvial (cours d'eau navigables et leurs abords) ;
- le service de signalisation maritime, le cas échéant ;
- le service de la navigation fluviale et les activités qui y sont généralement rattachées, notamment l'annonce des crues et la défense contre les inondations.

(2) Les services visés à l'alinéa (1) ci-dessus peuvent faire l'objet de contrat de sous-traitance. Ils restent des services de l'Etat et sont gérés par l'organisme portuaire autonome en tant que services annexes, en collaboration avec les différentes administrations concernées.

(3) Les modalités de financement desdits services sont fixés à l'article 23 (2) ci-dessous.

- protecting the port environment;

- supervising work entrusted to specialized companies, including dredging, if need be;
- ensuring that the services provided are commensurate with the rates paid therefor;
- managing the port community within the advisory policy committee.

(2) The autonomous port body, the competent Advisory Policy Committee and the National Ports Authority shall jointly decide on the investment programme for the renewal of port infrastructure and equipment and its conditions of implementation.

(3) Each port body shall ensure, on a regular basis, that the port services provided to users within its port area are competitive, especially in terms of deadlines and the cost of handling goods.

(4) The autonomous port body shall set up a port data management system into which information shall be fed by all operators of the ports sector.

**5. (1)** The autonomous port body shall also be responsible for managing public utilities such as roads and various networks, beacons, navigation or access aids within the port area, fire fighting services and, as and when necessary, the following services provided outside the port area:

- public coastlands and the protection thereof, where necessary;
- public waterways (navigable water bodies and their shores);
- the maritime signalling service, where necessary;
- the river transport service and its traditional ancillary activities, notably early warning of floods and flood prevention.

(2) The services mentioned in paragraph 1 above may be subcontracted. They shall remain State services to be managed by the autonomous port body as ancillary services, in conjunction with the various government services concerned.

(3) The terms and conditions for financing such services are laid down in Article 23 (2) below.

**Art. 6.-** (1) Les activités commerciales et industrielles s'exerçant au sein de chaque port autonome font l'objet, par l'organisme portuaire autonome, de concession ou de transfert au secteur privé. Lesdites activités concernent notamment, suivant le cas :

- l'entreposage ;
- l'aconage ;
- la manutention ;
- la consignation ;
- le remorquage ;
- le stockage ;
- la gestion des terminaux ;
- le pilotage et le lamanage ;
- le transit ;
- l'avitaillement des navires ;
- les activités industrielles.

(2) Les conditions et les modalités de concession ou de transfert au secteur privé des activités visées à l'alinéa (1) ci-dessus, sont fixées par des conventions spécifiques, dans le respect des textes en vigueur.

**Art. 7.-** (1) Sur la base d'un cadre défini par l'autorité portuaire nationale, chaque organisme portuaire autonome s'assure du respect des règles de transparence de concurrence et de compétitivité dans l'exercice des activités concédées ou transférées.

(2) Chaque concession ou transfert doit être assorti(e) d'un cahier des charges définissant les conditions de l'exercice de l'activité, ainsi que les obligations auxquelles doivent se conformer les attributaires.

(3) Toutes les activités commerciales et industrielles, autres que celles prévues à l'article 6 ci-dessus, s'exerçant dans la circonscription de l'organisme portuaire concerné, doivent faire l'objet d'une autorisation formelle dudit organisme.

**Art. 8.-** (1) Si l'opération de consultation relative au transfert au secteur privé d'une des activités visées à l'article 6 ci-dessus s'avère infructueuse, l'organisme portuaire autonome peut, à titre exceptionnel, en assurer la gestion directe, après avis du comité consultatif d'orientation compétent. Dans ce cas, le comité consultatif d'orientation émet un avis sur les modalités de gestion de l'activité considérée.

(2) L'organisme portuaire autonome prend toutes mesures nécessaires pour suppléer la carence ou la défaillance des opérateurs chargés des activités visées à l'article 6 ci-dessus.

**6. (1)** The commercial and industrial activities carried out within each autonomous port shall be conceded or transferred to the private sector by the autonomous port body. The said activities shall concern mainly:

- warehousing;
- lighterage;
- cargo handling;
- consignment;
- tugging;
- stocking;
- management of terminals;
- piloting;
- transit;
- filling of ships;
- industrial activities.

(2) The terms and conditions for the concession or transfer to the private sector of the activities referred to in Article 6 (1) above shall be laid down by special conventions, in accordance with the instruments in force.

**7. (1)** On the basis of a framework defined by the National Ports Authority, each autonomous port body shall ensure compliance with fair rules of competition and competitiveness in carrying out conceded or transferred activities.

(2) Each concession or transfer shall be accompanied by specifications defining conditions for the exercise of the activity and the obligations of persons to whom the activity is conceded or transferred.

(3) All commercial and industrial activities, other than those provided for in Article 6 above, carried out within the port area of an autonomous port body must be formally authorized by the said body.

**8. (1)** Where consultations on the transfer to the private sector of one of the activities mentioned in Article 6 above are inconclusive, the autonomous port body may exceptionally manage the said activity directly upon the recommendation of the competent Policy Advisory Committee. In this case, the Policy Advisory Committee shall recommend the conditions under which the said activity shall be managed.

(2) The autonomous port body shall take all necessary measures to curb the shortage or shortcomings of operators in charge of the activities mentioned in Article 6 above.

**Art. 9.-** Tous les réseaux routiers, ferroviaires, d'eau, d'électricité et autres dont l'organisme portuaire autonome n'est pas propriétaire, font l'objet de conventions sur leurs conditions de réalisation, d'exploitation et de maintenance ainsi que de leur dévolution à leurs promoteurs.

**Art. 10.-** Dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public définies aux articles 4 et 5 ci-dessus, l'organisme portuaire autonome est investi des prérogatives de puissance publique.

## Chapitre II

### *De l'organisation et du fonctionnement*

**Art. 11.-** Les organes de gestion des organismes portuaires autonomes comprennent notamment :

- le conseil d'administration ;
- la direction générale.

## Section I

### Du conseil d'administration

**Art. 12.-** (1) La composition du conseil d'administration est fixée par les textes spécifiques chaque organisme portuaire autonome.

(2) Le conseil d'administration est présidé par une personnalité désignée conformément aux textes en vigueur.

(3) Les membres du conseil d'administration sont nommés sur proposition des administrations ou des organisations socio-professionnelles auxquelles ils appartiennent, pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable deux (2) fois.

(4) Les membres proposés par les organisations socio-professionnelles ne doivent pas exercer une des activités portuaires transférées ou concédées.

(5) La composition du conseil d'administration est constatée par arrêté du ministre chargé des affaires portuaires.

(6) Le directeur général assure le secrétariat du conseil d'administration.

**Art. 13.-** (1) Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès ou par démission, ou du fait de la dissolution. Il prend également fin à la suite de la

9. Agreements shall be signed with all road, railway, water, electricity and other networks not belonging to the autonomous port body, with regard to their construction, operation, maintenance and devolution to promoters.

10. In the exercise of its duties as a public utility as defined in Articles 4 and 5 above, the autonomous port body shall have the prerogatives of a public authority.

## Chapter II

### *Organization and Functioning*

11. The management organs of autonomous port bodies shall comprise mainly:

- the board of directors;
- the general management.

## Section I

### Board of Directors

12. (1) The composition of the Board of Directors shall be determined by separate instruments for each autonomous port body.

(2) The Board of Directors shall be chaired by a personality appointed in accordance with the instruments in force.

(3) Board members shall be appointed, upon the proposal of the services or socioprofessional organizations to which they belong, for a four-year term of office, renewable twice.

(4) Members proposed by socio-professional organizations shall not carry out any of the transferred or conceded port activities.

(5) The composition of the Board of Directors shall be recorded by order of the minister in charge of port affairs.

(6) The General Manager shall provide secretarial services during Board meetings.

13. (1) The term of office of a board member shall end at its normal expiry time, through death or resignation, or upon dissolution of the board. It shall also end upon loss of the position which prompted the

perte de la qualité qui avait motivé la nomination, ou encore par révocation à la suite d'une faute grave ou des agissements incompatibles avec la fonction de membre. La fin de mandat intervient dans les mêmes formes que celles applicables à la prise du mandat.

(2) En cas de décès en cours de mandat ou dans toutes les hypothèses où un membre n'est plus en mesure d'exercer son mandat, son remplacement intervient dans les conditions fixées à l'article 12 ci-dessus, jusqu'au terme du mandat en cours.

**Art. 14.-** (1) Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour définir et orienter la politique générale de l'organisme portuaire autonome et évaluer sa gestion dans les limites fixées par son objet.

A ce titre, le conseil d'administration est chargé notamment :

- de fixer les programmes d'actions, conformément aux objectifs globaux du secteur portuaire, et d'approuver les rapports d'activités annuels dressés par le directeur général ;
- d'approuver les budgets et d'arrêter, de manière définitive, les comptes et états financiers annuels dressés par le directeur général ;
- d'approuver, sur proposition du directeur général, l'organigramme et les plans d'effectifs, le règlement intérieur, la grille des rémunérations et des avantages des personnels ;
- de nommer, sur proposition du directeur général, aux postes de responsabilité à partir de directeur adjoint et assimilé ;
- d'accepter tous dons, legs, et subventions ;
- d'approuver les contrats de performance, les plans d'entreprise ou toutes autres conventions, y compris les emprunts, préparés par le directeur général, et ayant une incidence sur le budget ;
- d'autoriser les participations dans les associations, groupements ou autres organismes ;
- d'approuver, après avis préalable du comité consultatif d'orientation concerné, les plans et programmes d'aménagement, d'extension et de renouvellement des infrastructures et équipements portuaires présentés par le directeur général. Ces plans et programmes doivent être accompagnés de justifications techniques, économiques et financières nécessaires ;

appointment, or through dismissal following a serious fault or behaviour which is incompatible with the duty of board member. The term of office shall end in the same way it came into force.

(2) Where a board member can no longer perform his duties or where he dies during his term, he shall be replaced under the conditions laid down in Article 12 above.

**14. (1)** The Board of Directors shall have the widest powers to define and orient the general policy of an autonomous port body and assess its management within the limits set by its objectives.

To this end, the Board of Directors shall, inter alia, be responsible for:

- drawing up programmes of action, in accordance with the global objectives of the ports sector, and approving the annual progress reports prepared by the General Manager;
- approving budgets and closing off, in the last instance, annual accounts and financial statements prepared by the General Manager;
- approving, on the proposal of the General Manager, the organization chart and staffing plans, the internal rules and regulations, the salary scale and staff allowances;
- on the proposal of the General Manager, appointing persons to posts of responsibility, from the rank of deputy director and persons ranking as such;
- accepting all gifts, legacies and subsidies;
- approving performance contracts, corporate plans or any other agreements, including loans, prepared by the General Manager and having an impact on the budget;
- authorizing participation in associations, groups or other bodies;
- approving, upon the prior recommendation of the competent Policy Advisory Committee, plans and programmes for developing, extending and renewing port infrastructure and equipment, presented by the General Manager. Such plans and programmes must come along with the necessary supporting, technical, economic and financial documents;

- d'approuver, après avis préalable du comité consultatif d'orientation concerné, les tarifs généraux applicables par l'organisme portuaire autonome, établis sur la base d'une comptabilité analytique fiable et tenant compte du souci de la compétitivité du port ;

- d'approuver les cahiers des charges applicables aux activités concédées ou transférées au secteur privé.

(2) Le Conseil d'administration publie chaque année, au plus tard six (6) mois après la clôture de l'exercice, un rapport sur le financement de l'organisme portuaire autonome.

**Art. 15.-** Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs au directeur général.

**Art. 16.-** (1) Sur convocation de son président, le conseil d'administration se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire, dont une fois pour le vote du budget et une fois pour arrêter les états financiers annuels et examiner la marche des activités de l'entreprise. Il examine toute question inscrite à l'ordre du jour soit par le président, soit à la demande de deux (2) administrateurs.

(2) Toutefois, à la demande d'un tiers (1/3) au moins des membres du conseil d'administration, le président est tenu de convoquer le conseil en séance extraordinaire. En cas de refus ou de silence du président, ou lorsque les circonstances l'exigent, l'autorité de tutelle peut procéder à la convocation d'une séance extraordinaire du conseil d'administration.

(3) Les convocations sont faites par courrier électronique, télécopie, confirmées par lettre recommandées ou par tous moyens laissant trace et adressées aux membres, quinze (15) jours au moins avant la date prévue pour la réunion. Les convocations contiennent l'ordre du jour et le lieu de réunion.

(4) Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur toute question inscrite à son ordre du jour que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents ou représentés.

## Section II

### De la direction générale

**Art. 17.-** La gestion administrative, technique et financière de l'organisme portuaire autonome est assurée par un directeur général, éventuellement assisté d'un adjoint, tous deux nommés par le conseil d'administration, sur la base de leurs compétences.

- approving, on the prior recommendation of the competent Policy Advisory Committee, the general rates applied by the autonomous port body, fixed on the basis of viable cost analysis and in step with the desire for competitiveness at the port;

- approving the specifications applicable to activities conceded or transferred to the private sector.

(2) The Board of Directors shall publish an annual report on the functioning of the autonomous port body, at most 6 (six) months following the close of the financial year.

**15.** The Board of Directors may delegate some of its powers to the General Manager.

**16.** (1) The Board of Directors shall meet twice a year in ordinary session when convened by its chairman. One of the sessions shall be devoted to the adoption of the budget and the other to the examination of the annual financial statements and the progress report of the port body. It shall examine any item on the agenda included either by the Chairman or at the request of at least 2 (two) board members.

(2) However, at the request of at least 1/3 (one-third) of the Board members, the Chairman shall be bound to convene an extraordinary session. Where the Chairman refuses to convene such session or is silent about it, the supervisory authority may, where the circumstances so require, convene an extraordinary Board meeting.

(3) Convening notices, which shall be sent by electronic mail or telefax, and confirmed by registered mail or any other traceable means, must reach Board members at least 15 (fifteen) days before the date of the meeting. They must indicate the agenda and venue of the meeting.

(4) The Board of Directors may validly deliberate on any point on the agenda only when at least 2/3 (two-thirds) of its members are present or represented.

## Section II

### General Management

**17.** The administrative, technical and financial management of the autonomous port body shall be carried out by a general manager assisted, if need be, by an assistant, both of whom shall be appointed by the Board of Directors, on the basis of their qualifications.



**Art. 18.-** Le directeur général est chargé de la gestion et de l'application de la politique générale de l'organisme portuaire autonome, sous le contrôle du conseil d'administration à qui il rend compte de sa gestion.

A ce titre, le directeur général est chargé notamment :

- de préparer le budget, les états financiers annuels et les rapports d'activités ;

- de préparer les délibérations du conseil d'administration, d'assister avec voix consultative à ses réunions et d'exécuter ses décisions ;

- de recruter, nommer, et licencier les membres du personnel, sous réserve des prérogatives du conseil d'administration ;

- de prendre dans les cas d'urgence toutes mesures conservatoires nécessaires à la bonne marche de l'organisme portuaire autonome, à charge pour lui, d'en rendre compte au conseil d'administration ;

- de représenter l'organisme portuaire autonome dans tous les actes de la vie civile et en justice ;

- de gérer le domaine public et privé portuaire, la sécurité de l'exploitation et la police portuaires ;

- d'élaborer les études, les plans et programmes d'aménagement, d'équipement et de renouvellement de l'outil portuaire ;

- d'approuver les études et projets techniques et faire procéder à l'exécution de tous les travaux et à la réalisation de toutes les commandes ;

- de proposer, en concertation avec le comité consultatif d'orientation concerné, les règles de concurrence à observer au sein du domaine portuaire ;

- de proposer, après avis du comité consultatif d'orientation, les tarifs généraux applicables par l'organisme portuaire autonome, sur la base d'une comptabilité analytique fiable, tenant compte du souci de la compétitivité du port.

**Art. 19.-** Le directeur général est responsable devant le conseil d'administration qui peut le sanctionner en cas de faute grave de gestion ou de comportement susceptible de nuire à la bonne marche ou à l'image de l'organisme portuaire autonome, suivant les modalités fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

**18.** The General Manager shall be responsible for implementing the general policy of the autonomous port body, under the supervision of the Board of Directors, to which he shall be answerable for his management.

In this capacity, he shall be responsible for:

- preparing the budget, annual financial reports and progress reports;

- preparing the documents for Board meetings, attending such meetings in an advisory capacity and implementing Board decisions;

- recruiting, appointing and dismissing staff, subject to the prerogatives of the Board of Directors;

- to take, in case of emergency, all precautionary measures to ensure the smooth functioning of the autonomous port body, on condition that he reports on them to the Board of Directors;

- representing the autonomous port body in all acts of public life and in court;

- managing public and private property of the port, its safety and the port police;

- designing studies, development, equipment and port infrastructure renewal plans and programmes;

- approving technical studies and projects, ensuring the execution of all works and filling all orders;

- proposing, in consultation with the Advisory Policy Committee, rules of competition in force at the port;

- proposing, after consultation with the Advisory Policy Committee, the general rates applied by the autonomous port body and fixed on the basis of viable costs analysis, taking into consideration the port's desire for competitiveness.

**19.** The General Manager shall be answerable to the Board of Directors which may penalize him in case of a serious management or behavioural error that might tarnish the image of the autonomous port body, under the conditions laid down by the laws and regulations in force.

**Art. 20.-** En cas de vacance de la direction générale pour cause de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de suspension du directeur général, le conseil d'administration prend les dispositions nécessaires pour assurer la bonne marche de l'organisme portuaire autonome, en attendant la nomination d'un nouveau responsable.

### Chapitre III

#### *Des dispositions financières et diverses*

**Art. 21.-** La gestion comptable et financière des organismes portuaires autonomes est soumise aux règles de la comptabilité privée.

**Art. 22.-** Les ressources financières des organismes portuaires autonomes sont constituées par :

- la redevance d'usage du domaine public, des infrastructures et des équipements portuaires ;
- la redevance sur les navires ;
- les redevances des concessions et autres transferts ;
- le produit des différentes prestations de services ;
- le produit des cessions ;
- le produit des emprunts, des participations et des placements ;
- les subventions éventuelles
- les dons et legs.

**Art. 23.-** (1) Les modalités de participation éventuelle de l'Etat dans les investissements publics portuaires sont définies après approbation des plans d'entreprise, sur la base d'une convention spéciale entre l'Etat et l'organisme portuaire autonome concerné, qui prend en compte le remboursement des emprunts ayant servi à la constitution des actifs portuaires.

(2) Les investissements de développement découlant du programme d'investissement public ainsi que le financement des services publics et annexes confiés à chaque organisme portuaire autonome sont à la charge de l'Etat.

(3) L'approfondissement des chenaux d'accès et des plans d'eau résultant d'une politique de l'Etat, est pris en charge par celui-ci. La maintenance de la côte obtenue est à la charge de l'organisme portuaire autonome bénéficiaire.

(4) La réhabilitation ou le renouvellement des infrastructures portuaires se font avec la participation de l'Etat, conformément aux modalités arrêtées entre l'Etat et l'organisme portuaire autonome concerné, au cas par cas.

**20.** In case of vacancy of the position of general manager due to death, resignation, permanent absence or suspension of the General Manager, the Board of Directors shall take the measures needed to ensure the smooth functioning of the autonomous port body, pending the appointment of a new general manager.

### Chapter III

#### *Financial Miscellaneous Provisions*

**21.** The accounts and financial management of autonomous port bodies shall be governed by the rules of private sector accounting.

**22.** The financial resources of autonomous port bodies shall be made up of:

- royalties on the use of public property, port equipment and infrastructure;
- royalties on ships;
- royalties on concessions and other transfers;
- income from various services;
- income from transfers;
- income from loans, shares and investments;
- grants, if need be;
- gifts and legacies.

**23.** (1) The conditions for any State participation in public investments in ports shall be fixed after approval of business plans, on the basis of a special agreement between the State and the autonomous port body in question. Such agreement shall take into account the repayment of loans used to build up the port's assets.

(2) Development investments under the public investment programme as well as the cost of running public and related services attached to each autonomous port body shall be borne by the State.

(3) The cost of dredging access channels and waterways in accordance with State policy shall be borne by the State. The cost of maintaining the coastline obtained shall be borne by the autonomous port body concerned.

(4) The State shall participate in the rehabilitation or renewal of port infrastructure in accordance with the conditions it shall define with the autonomous port body concerned, on a case-by-case basis.

(5) La maintenance courante des infrastructures est à la charge exclusive de l'organisme portuaire autonome.

**Art. 24.-** (1) Chaque organisme portuaire est tenu de verser une redevance annuelle à l'autorité portuaire nationale dont le plafond est fixé par la loi des finances et le taux par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires portuaires et du ministre chargé des finances, en fonction des objectifs et des besoins de ladite autorité.

(2) La redevance de l'exercice antérieur est reconduite jusqu'à l'intervention de l'arrêté visé à l'alinéa (1) ci-dessus.

**Art. 25.-** Les marchés passés par les organismes portuaires autonomes sont soumis à la réglementation sur les marchés publics.

**Art. 26.-** (1) Tout le patrimoine public portuaire reste la propriété de l'Etat. Il est mis à la disposition des organismes portuaires autonomes.

(2) Le domaine privé de l'Etat peut faire l'objet d'un transfert en pleine propriété aux organismes portuaires autonomes ou leur être confié en jouissance.

(3) Des textes particuliers précisent les éléments du patrimoine confiés en jouissance ou cédés en propriété aux organismes portuaires autonomes.

**Art. 27.-** Les organismes portuaires autonomes sont tenus de se couvrir des divers risques d'exploitation par une assurance.

#### Chapitre IV

##### *Des dispositions transitoires et finales*

**Art.28.-** (1) Le personnel de l'ex-Office national des ports du Cameroun (ONPC) est dévolu aux différents organismes portuaires autonomes et l'autorité portuaire nationale. L'optimisation des effectifs interviendra conformément aux plans d'entreprise approuvés conjointement par le ministre chargé des affaires portuaires et le ministre chargé des finances.

(2) Les cahiers de charges des activités concédées prévoient la reprise de tout ou partie du personnel compétent pour lesdites activités.

**Art. 29.-** (1) Dans le cadre de leur reconversion, les personnels de l'ex-ONPC qui se constitueraient en entités pour exercer une ou plusieurs activités concédées ou transférées, bénéficieront d'un critère de préférence ne dépassant pas 10 % par rapport à la meilleure offre obtenue après appel à la concurrence.

(5) The cost of routine maintenance of port infrastructure shall be borne solely by the autonomous port body.

**24. (1)** Each autonomous port body must pay annual royalties to the National Ports Authority. The ceilings of such royalties shall be fixed by the finance law, and their rates by joint order of the minister in charge of ports and the minister in charge of finance, according to the needs and objectives of the said Authority.

(2) The royalties for the previous financial year shall be brought forward until the order mentioned in paragraph I above is issued.

**25.** The contracts awarded by autonomous port bodies shall be subject to rules governing public contracts.

**26. (1)** All public port property shall remain the property of the State. It shall be placed at the disposal of autonomous port bodies.

(2) Private State property may be fully transferred to autonomous port bodies or placed at their disposal.

(3) Special instruments shall determine the property to be transferred to or placed at the disposal of autonomous port bodies.

**27.** Autonomous port bodies must take out insurance policies to cover the various operating risks.

#### Chapter IV

##### *Transitional and Final Provisions*

**28. (1)** The staff of the former Cameroon National Ports Authority (ONPC) shall be shared by the various autonomous port bodies and the National Ports Authority. The maximum staff strength shall be acquired in accordance with business plans jointly approved by the minister in charge of ports and the minister in charge of finance.

(2) Specifications concerning transferred activities shall provide for the total or partial absorption of the competent staff for the said activities.

**29. (1)** Within the purview of their redeployment, the staff of the former ONPC who come together to carry out one or more conceded or transferred activities shall benefit from a preferential deduction not exceeding 10% of the best competitive offer.

(2) Les dossiers techniques de consultation et les cahiers de charges définiront les modalités applicables à chaque transaction.

**Art.30.-** (1) Les éléments du patrimoine public portuaire ainsi que ceux du domaine privé de l'Etat, précédemment confiés en jouissance ou transférés en pleine propriété à l'ex-ONPC sont confiés ou transférés aux organismes portuaires autonomes, suivant des modalités qui seront définies par des textes particuliers.

(2) les engagements financiers et commerciaux contractés par l'ex-ONPC sont transférés au port autonome de Douala dès sa création, ceux portant sur des activités relevant des autres ports autonomes leur seront transférés ultérieurement par le port autonome de Douala, le 30 juin 2000 au plus tard.

**Art. 31.-** Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 15 juin 1999.

*Le Président de la République,*  
**Paul Biya.**

**Décret n° 99-131 du 15 juin 1999 portant création du port autonome de Garoua**

*Le Président de la République,*

Vu la Constitution;

Vu la loi n° 98-21 du 24 décembre 1998 portant organisation du secteur portuaire;

Vu l'ordonnance n° 95-3 du 17 août 1995 portant statut général des entreprises du secteur public et parapublic;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 98-67 du 28 avril 1998,

*Décrete :*

**Chapitre I**

*Des dispositions générales*

**Article premier.-** (1) Il est créé, par le présent décret, un organisme portuaire autonome, dénommé <<Port Autonome de Garoua >>.

(2) The technical consultation files and specifications shall define the rules applicable to each transaction.

**30.** (1) The State port property and private property previously transferred to or placed at the disposal of the former ONPC shall be transferred to or placed under the authority of autonomous port bodies under conditions to be fixed by separate instruments.

(2) The commercial and financial commitments made by the former ONPC shall be transferred to the Douala Autonomous Port Body upon its creation. Those concerning the activities of other autonomous port bodies shall be transferred to them subsequently by the Douala Autonomous Port Body on or before 30 June 2000.

**31.** This decree shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 15 June 1999.

**Paul Biya,**  
*President of the Republic.*

**Decree No. 99-131 of 15 June 1999 to set up the Garoua Autonomous Port**

*The President of the Republic,*

Mindful of the Constitution;

Mindful of Law No. 98-21 of 24 December 1998 to organize the ports sector;

Mindful of Ordinance No. 95-3 of 17 August 1995: General rules and regulations governing enterprises of the public and semi-public sector;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to organize the Government, amended and supplemented by Decree No. 98-67 of 28 April 1998,

*Hereby decrees as follows:*

**Chapter I**

*General Provisions*

**1.** (1) This decree sets up an autonomous port body called " Garoua Autonomous Port " .

(2) Le Port Autonome de Garoua est une société à capital public, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

(3) Il est placé sous la tutelle du ministère chargé des affaires portuaires.

(4) Son siège est fixé à Garoua.

**Art. 2.-** Les coordonnées et les limites de la circonscription du Port Autonome de Garoua sont fixées par un texte particulier.

**Art. 3.-** (1) Les statuts du Port Autonome de Garoua sont adoptés par le conseil d'administration et approuvés par décret du Président de la République.

(2) Ces statuts précisent notamment le montant du capital initial et les modalités de sa libération.

**Art. 4.-** (1) Le Port Autonome de Garoua assure la gestion, la promotion et le marketing du port de Garoua.

A ce titre, à l'intérieur de la limite de sa circonscription portuaire, il est chargé:

- de la coordination générale des activités portuaires;

- des travaux d'équipement, d'extension, d'amélioration, de renouvellement, de reconstruction, d'entretien dudit port et de ses dépendances ainsi que de la création et de l'aménagement des zones industrielles portuaires;

- de la coordination des activités industrielles et commerciales visées à l'article 7 ci-dessous;

- de la sécurité et de la police des opérations d'exploitation du port et de ses dépendances;

- de la gestion, de l'entretien, de la maintenance et du renouvellement des infrastructures et des équipements portuaires qui lui sont affectés;

- de la coordination générale de l'ensemble des services et organismes publics qui concourent à l'activité portuaire ou en bénéficient;

- de la protection de l'environnement portuaire;

- du contrôle de l'adéquation entre le service rendu et les tarifs y afférents;

(2) The Garoua Autonomous Port shall be a public corporation with legal personality and financial autonomy.

(3) It shall be placed under the supervision of the ministry in charge of ports.

(4) Its head office shall be in Garoua.

**2.** The co-ordinates and the boundaries of the area of the Garoua Autonomous Port shall be laid down by a special instrument.

**3. (1)** The articles of association of the Garoua Autonomous Port shall be adopted by the Board of Directors and approved by decree of the President of the Republic.

(2) The articles of association shall indicate the amount of the port's initial capital and the conditions under which it shall be paid up.

**4. (1)** The Garoua Autonomous Port shall ensure the management, promotion and marketing of the Garoua-Bonaberi port.

To this end, it shall within the boundary of its port area, be responsible for:

- the general co-ordination of port activities;

- equipping, extending, improving, renovating, reconstructing and maintaining the said port and its outbuildings as well as setting up and developing port industrial zones;

- coordinating the industrial and commercial activities referred to in Article 7 below;

- the safety and policing of exploitation operations of the port and its outbuildings;

- managing, maintaining and renovating port infrastructure and equipment allotted to it;

- general coordination of all public services and bodies involved in port activities or benefitting therefrom;

- protecting of the port environment;

- ascertaining that the services rendered are commensurate with the amounts charged therefor;

- de la maîtrise d'ouvrage des travaux confiés aux entreprises spécialisées, y compris le dragage;

- de l'animation de la communauté portuaire au sein du comité consultatif d'orientation créé auprès dudit port.

(2) Le programme d'investissement en vue de l'extension ou du renouvellement des infrastructures portuaires, ou d'acquisition de nouveaux équipements, ainsi que les conditions de son exécution font l'objet de concertation entre le Port Autonome de Garoua, le comité consultatif d'orientation et l'Autorité portuaire nationale.

(3) Dans le cadre de ses missions, le Port Autonome de Garoua met en place un système de gestion des données portuaires alimenté par les opérateurs de la place portuaire.

**Art. 5.**- Le Port Autonome de Garoua est en outre chargé de la gestion des services publics tels que les voiries et réseaux divers, le balisage, les dispositifs d'aide à la navigation à l'intérieur de la circonscription portuaire ou pour ses accès et des services d'incendie et, en tant que de besoin, des services annexes en dehors des limites de la circonscription portuaire tels que:

- le domaine public fluvial ;

- le service de la navigation fluviale et les activités qui y sont généralement rattachées, notamment l'annonce des crues et la défense contre les inondations.

**Art. 6.**- (1) Les services annexes visés à l'article 5 ci-dessus peuvent faire l'objet de sous-traitance. Ils restent des services de l'Etat et sont gérés par le Port Autonome de Garoua, en collaboration avec les différentes administrations concernées.

(2) Les modalités de financement de la gestion desdits services sont fixées à l'article 34 ci-dessous.

**Art. 7.**- Le Port Autonome de Garoua transfère ou concède, à l'intérieur de sa circonscription portuaire, les activités commerciales et industrielles suivantes:

- l'entreposage;
- l'acconage;
- la manutention;
- le remorquage;
- la consignation;
- le stockage;
- la gestion des terminaux;

- acting as foreman for works, including dredging, assigned to specialized enterprises;

- promoting the port community within the Policy Advisory Committee set up in the said port.

(2) The Garoua Autonomous Port, the Policy Advisory Committee and the National Ports Authority shall jointly decide on the investment programme for the renovation of port infrastructure or the acquisition of new equipment as well as on the conditions under which the programme shall be implemented.

(3) Within the framework of its duties, the Garoua Autonomous Port shall set up a system for the management of data supplied by operators in the port area.

**5.** The Garoua Autonomous Port shall furthermore be in charge of managing public services such as miscellaneous highways and road networks, beacons and navigation aids within the port area or for the port approaches, as well as fire brigades and where necessary, the following subsidiary services situated outside the port area:

- public waterways;

- river navigation and activities generally attached thereto, especially announcing rise in water levels and prevention of floods.

**6.** (1) The subsidiary services referred to in Article 5 above may be subcontracted. They shall remain State services and shall be managed by the Garoua Autonomous Port, in collaboration with the various services concerned.

(2) The conditions for financing the management of the said services are laid down in Article 34 below.

**7.** The Garoua Autonomous Port shall, within its port area, transfer or concede the following commercial and industrial activities:

- warehousing;
- lighterage;
- cargo handling;
- tugging;
- consignment;
- storage;
- management of terminals;

- le pilotage et le lamanage;
- les activités industrielles;
- le transit;
- l'avitaillement des navires;

**Art. 8.-** Les conditions et les modalités de concession, de transfert au secteur privé des activités visées à l'article 7 ci-dessus sont fixées par des conventions spécifiques, dans le respect des textes en vigueur.

**Art. 9.-** (1) Sur la base du cadre défini par l'Autorité Portuaire Nationale, le Port Autonome de Garoua s'assure du respect des règles de transparence, de concurrence et de compétitivité dans l'exercice des activités concédées ou transférées aux privés. A cet effet, le Port Autonome de Garoua publie trimestriellement un tableau de suivi des délais, des coûts et des performances.

(2) Chaque concession, cession ou transfert est assorti d'un cahier de charges définissant les conditions d'exercice de l'activité, ainsi que les obligations auxquelles devront se conformer les attributaires.

**Art. 10.-** (1) Si l'opération de consultation relative au transfert au secteur privé d'une des activités visées à l'article 7 ci-dessus s'avère infructueuse, le Port Autonome de Garoua peut, à titre exceptionnel, en assurer la gestion directe, après avis du comité consultatif d'orientation.

(2) Le Port Autonome de Garoua, prend toutes mesures nécessaires pour suppléer la carence ou la défaillance des opérateurs chargés des activités visées à l'article 7 ci-dessus.

**Art. 11.-** Toutes les activités privées s'exerçant dans les limites de la circonscription du Port Autonome de Garoua autres que celles prévues à l'article 7 ci-dessus sont l'objet d'une autorisation dudit Port.

**Art. 12.-** Les réseaux routiers, ferroviaires, d'eau, d'électricité et autres dont le Port Autonome de Garoua n'est pas propriétaire, sont l'objet de conventions sur leurs conditions de réalisation, d'exploitation et de maintenance ainsi que de dévolution à leurs promoteurs.

**Art. 13.-** Dans le cadre de l'exercice des missions de service public visées aux articles 4 et 5, le Port Autonome de Garoua est investi des prérogatives de puissance publique.

- piloting and inshore pilotage;
- industrial activities;
- transit;
- refueling of ships;

**8.** The terms and conditions for concession or transfer to the private sector of the activities referred to in Article 7 above shall be laid down by specific conventions, in accordance with the instruments in force.

**9.** (1) On the basis of the framework defined by the National Ports Authority, the Garoua Autonomous Port shall ensure compliance with the rules of transparency, competition and competitiveness in the exercise of activities conceded or transferred to the private sector. To this effect, the Garoua Autonomous Port shall publish a quarterly review of deadlines, costs and performances.

(2) Each concession or transfer shall be accompanied by specifications defining the conditions for carrying on the activity, as well as the obligations of the allottees.

**10.** (1) Where consultations in view of the transfer of any of the activities referred to in Article 7 above to the private sector is unsuccessful, the Garoua Autonomous Port may, exceptionally, after seeking the opinion of the Policy Advisory Committee, ensure the direct management, of the said activity.

(2) The Garoua Autonomous Port shall take all necessary measures to make up for any default on the part of operators in charge of the activities referred to in Article 7 above.

**11.** All private activities other than those provided for in Article 7 above carried on within the area of the Garoua Autonomous Port shall be subject to authorization from the said port.

**12.** Road, railway, water, electricity and other networks which are not owned by the Garoua Autonomous Port shall be subject of conventions with respect to the conditions under which they shall be built, operated, maintained and transmitted to their promoters.

**13.** Within the framework of the exercise of the public service duties referred to in Articles 4 and 5 above, the Garoua Autonomous Port shall have the prerogatives of a public authority.

**Chapitre II***De l'organisation et du fonctionnement*

**Art. 14.-** Le Port Autonome de Garoua est administré par deux (2) organes:

- le conseil d'administration;
- la direction générale.

**Section I****Du conseil d'administration**

**Art. 15.-** (1) Le conseil d'administration du Port Autonome de Garoua est composé ainsi qu'il suit:

*Président:* une personnalité nommée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

*Membres :*

- un (1) représentant du ministre chargé des affaires portuaires;
- un (1) représentant du ministre chargé des finances;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire;
- un (1) représentant du ministre chargé du développement industriel et commercial;
- un (1) représentant de l'autorité portuaire nationale;
- un (1) représentant de la commune urbaine de Garoua;
- un (1) représentant des acconiers;
- un (1) représentant des armateurs;
- un (1) représentant des chargeurs;
- un (1) représentant des transitaires;
- un (1) représentant de la chambre de commerce, d'industrie et des mines;
- un (1) représentant du personnel.

(2) Le secrétariat du conseil est assuré par le directeur général du Port Autonome de Garoua.

**Art. 16.-** Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé des affaires portuaires, sur proposition des administrations ou organisations socio-professionnelles auxquelles ils appartiennent, pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable deux (2) fois.

**Chapter II***Organization and Functioning*

**14.** The Garoua Autonomous Port shall be administered by 2 (two) organs:

- the Board of Directors;
- the General Management.

**Section I****Board of Directors**

**15. (1)** The Board of Directors of the Garoua Autonomous Port shall comprise the following members:

*Chairman:* a personality appointed in accordance with the laws and regulations in force.

*Members:*

- a representative of the minister in charge of ports;
- a representative of the minister in charge of finance;
- a representative of the minister in charge of regional development;
- a representative of the minister in charge of commercial and industrial development;
- a representative of the National Ports Authority;
- a representative of the Garoua Urban Council;
- a representative of lightermen;
- a representative of shipowners;
- a representative of shippers;
- a representative of forwarding agents;
- a representative of the Chamber of Commerce, Industry and Mines;
- a staff representative.

(2) The General Manager of the Garoua Autonomous Port shall provide secretarial services for the Board.

**16.** The members of the Board of Directors shall be appointed by an order of the minister in charge of ports, for a four-year term of office, renewable twice, upon proposal of the services or socio-professional organizations they represent.



**Art.17.-** (1) Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès ou par démission; il prend également fin à la suite d'une perte de la qualité qui avait motivé sa nomination, ou encore par révocation à la suite d'une faute grave ou des agissements incompatibles avec la fonction de membre du conseil d'administration, ou en cas de dissolution.

(2) En cas de décès en cours de mandat ou dans toutes les hypothèses où un membre n'est plus en mesure d'exercer son mandat, son remplacement intervient dans les conditions fixées à l'article 16 ci-dessus, jusqu'au terme du mandat en cours.

**Art. 18.-** Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour définir et orienter la politique générale du Port Autonome de Garoua et évaluer sa gestion, dans les limites fixées par son objet social.

A ce titre:

- il fixe les programmes d'actions, conformément aux objectifs globaux du secteur portuaire, et approuve les rapports d'activités annuels dressés par le directeur général;

- il approuve le budget et arrête, de manière définitive, les comptes et états financiers annuels;

- il approuve, sur proposition du directeur général, l'organigramme, le règlement intérieur et la grille des rémunérations et des avantages des personnels;

- il nomme, sur proposition du directeur général, aux postes de responsabilité à partir de directeur adjoint et assimilé;

- il accepte tous dons, legs et subventions;

- il approuve les contrats de performance, les plans d'entreprise ou toutes autres conventions, y compris les emprunts, préparés par le directeur général, et ayant une incidence sur le budget;

- il autorise les participations dans les associations, groupements ou autres organismes;

- il approuve, après avis préalable du comité consultatif d'orientation, les plans et programmes d'aménagement, d'équipement, d'extension et de renouvellement du Port Autonome de Garoua; ces plans et programmes sont accompagnés de justifications techniques, économiques et financières nécessaires;

17. (1) The term of office of a board member shall cease upon normal expiry of its duration, through death or resignation, it shall also cease upon loss of the status that led to his appointment, or upon dismissal following serious misconduct or behaviour which is incompatible with the duty of board member, or in case of dissolution of the port.

(2) In the event of death in the course of a term of office or where a board member can no longer perform his duties, he shall be replaced under the conditions laid down in Article 16 above for the rest of the current term of office.

18. The Board of Directors shall have the widest powers to define and orientate the general policy of the Garoua Autonomous Port and evaluate the management thereof within the limits specified by its objects.

As such, it shall:

- draw up the programmes of action in accordance with the overall objectives of the port sector, and approve the annual progress reports drawn up by the General Manager;

- approve the budget and adopt the annual accounts and financial statements;

- approve, upon proposal of the General Manager, the organization chart, the by-laws and staff salary scale and benefits;

- appoint, upon proposal of the General Manager, to duty posts from the rank of deputy director and similar ranks;

- accept gifts, legacies and subsidies;

- approve performance contracts, enterprise plans or any other conventions, including loans prepared by the General Manager which have an incidence on the budget;

- authorize participation in associations, groups or other bodies;

- after prior consultation with the Policy Advisory Committee, approve plans and programmes for the development, equipping, extension and renovation of the Garoua Autonomous Port; the said plans and programmes shall be accompanied by the necessary technical, economic and financial justifications;

- il approuve après avis préalable du comité consultatif d'orientation, les tarifs généraux applicables au Port Autonome de Garoua établis sur la base d'une comptabilité analytique et tenant compte du souci de compétitivité;

- approuve les cahiers des charges applicables aux activités concédées ou transférées au secteur privé.

**Art. 19.-** Le conseil d'administration exerce un contrôle permanent sur l'ensemble de la gestion du Port Autonome de Garoua. Il présente annuellement, au plus tard six (6) mois après la clôture de l'exercice un rapport au ministre chargé des finances et au ministre chargé des affaires portuaires. Ledit rapport est publié.

**Art. 20.-** Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs au directeur général, qui rend compte, en tant que de besoin, de l'utilisation faite de cette délégation.

**Art. 21.-** (1) Sur convocation de son président, le conseil d'administration se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire, dont une fois pour le vote du budget et une fois pour arrêter les états financiers.

(2) Toutefois, à la demande d'un tiers (1/3) au moins des membres du conseil d'administration, le président est tenu de convoquer le conseil en séance extraordinaire. En cas de refus ou de silence du président, ou lorsque les circonstances l'exigent, le ministre de tutelle peut procéder à la convocation d'une séance extraordinaire du conseil d'administration.

(3) Les convocations sont faites par courrier électronique, télécopie, confirmées par lettres recommandées ou par tous moyens laissant traces et adressées aux membres, quinze (15) jours au moins avant la date prévue pour la réunion. Elles contiennent l'ordre du jour et le lieu de réunion.

(4) Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur toute question inscrite à l'ordre du jour que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint lors de la première convocation, il est ramené à la moitié de ses membres présents ou représentés pour les convocations suivantes.

(5) Le président peut, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour, inviter toute personne physique ou morale, en raison de sa

- after prior consultation with the Policy Advisory Committee, approve general charges applicable in the Garoua Autonomous Port established on the basis of analytical accounting and taking into consideration the concern for competitiveness;

- approve the specifications applicable to activities conceded or transferred to the private sector.

**19.** The Board of Directors shall exercise permanent control over the entire management of the Garoua Autonomous Port. Annually, no later than 6 (six) months after the close of the financial year, it shall present a report to the minister in charge of finance and the minister in charge of ports. The said report shall be published.

**20.** The Board of Directors may delegate some of its powers to the General Manager who shall, as and when necessary, give an account of the use of the powers delegated to him.

**21.** (1) The Board of Directors shall meet at least twice a year in ordinary session when convened by its Chairman: at one session to vote the budget and at the second to adopt the financial statements.

(2) However, at the request of at least 1/3 of the board members, the Chairman shall be bound to convene an extraordinary session of the board. In the event of refusal or silence of the Chairman, or where the circumstances so warrant, the supervisory minister may proceed to convene an extraordinary session of the Board of Directors.

(3) The convening notices shall be sent by electronic mail, telefax, confirmed by registered letters or by any other means with written evidence addressed to members at least 15 (fifteen) days before the scheduled date of the meeting. The convening notices shall indicate the agenda and venue of the meeting.

(4) The Board of Directors may not validly conduct business on any item on the agenda unless at least 2/3 (two-thirds) of its members are present or represented. Where the quorum is not reached at the first meeting, it will be brought down to half of the members present or represented for subsequent meetings.

(5) The chairman may invite any natural person or corporate body, on account of their expertise in the items on the agenda, to attend board meetings

compétence, à participer aux travaux du Conseil d'Administration, avec voix consultative.

**Art. 22.-** (1) Chaque membre du conseil d'administration dûment convoqué doit personnellement assister ou se faire représenter aux travaux de la session par un autre administrateur.

(2) En tout état de cause, aucun membre ne peut représenter plus d'un administrateur.

**Art. 23.-** Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**Art. 24.-** Les délibérations du conseil d'administration font l'objet d'un procès-verbal co-signé par le président et le secrétaire de séance. Ce procès-verbal mentionne, en outre, les noms des membres présents ou représentés, ainsi que ceux des personnes invitées à titre consultatif.

**Art. 25.-** (1) Le président du conseil d'administration bénéficie d'une allocation mensuelle.

(2) Le président et les membres du conseil d'administration perçoivent, à l'occasion des réunions, une indemnité de session.

(3) L'allocation mensuelle et l'indemnité de session visées aux alinéas (1) et (2) ci-dessus sont fixées par le ministre chargé des finances, sur proposition du conseil d'administration, sous réserve des plafonds prévus par la réglementation en vigueur.

### Section III

#### De la direction générale

**Art. 26.-** La direction du Port Autonome de Garoua est placée sous l'autorité d'un directeur général, éventuellement assisté d'un adjoint, tous deux nommés par le conseil d'administration, sur la base de leurs compétences.

**Art. 27.-** Le directeur général est chargé de la gestion et de l'application de la politique générale du Port Autonome de Garoua, sous le contrôle du conseil d'administration à qui il rend compte de sa gestion.

A ce titre:

- il prépare le budget dont il est le principal

in an advisory capacity.

**22.** (1) Each member of the Board of Directors duly convened shall personally attend or be represented at the meeting by another board member.

(2) In any case, no board member shall represent more than one absent member.

**23.** The decisions of the Board of Directors shall be made by a simple majority of the members present or represented. In case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

**24.** The minutes of the deliberations or a Board meeting shall be signed by the Chairman and the Secretary. Such minutes shall also carry the names of the members present or represented, as well as those of persons invited in an advisory capacity.

**25.** (1) The Chairman of the Board of Directors shall be entitled to a monthly allowance.

(2) The Chairman and Board members shall be entitled to a sitting allowance for each meeting.

(3) The monthly allowance and the sitting allowance referred to in paragraphs (1) and (2) above shall be fixed by the minister in charge of finance following the proposal of the Board of Directors, subject to the ceilings provided for by the regulations in force.

### Part III

#### General Management

**26.** The management of the Garoua Autonomous Port shall be under the authority of a General Manager assisted, if need be, by an Assistant General Manager, both appointed by the Board of Directors by reason of their competence.

**27.** The General Manager shall be responsible for managing and implementing the general policy of the Garoua Autonomous Port, under the supervision of the Board of Directors to which he shall be answerable.

As such, the General Manager shall:

- prepare the budget, of which he is the main

ordonnateur, les états financiers et les rapports d'activités annuels;

- il prépare les délibérations du conseil d'administration, assiste avec voix consultative à ses réunions et exécute ses décisions;

- il assure la direction technique et administrative du Port Autonome de Garoua;

- il recrute, nomme, et licencie les membres du personnel, sous réserve des prérogatives reconnues au conseil d'administration;

- il prend dans les cas d'urgence toute mesure conservatoire nécessaire à la bonne marche du Port Autonome de Garoua à charge pour lui, d'en rendre compte au conseil d'administration;

- il représente le Port Autonome de Garoua dans tous les actes de la vie civile et en justice;

- il gère le domaine public portuaire et assure la sécurité de l'exploitation et la police portuaires;

- il propose au conseil d'administration, en concertation avec le comité consultatif d'orientation, les règles de concurrence à observer au sein du domaine portuaire, ainsi que les tarifs généraux résultant d'une comptabilité fiable et tenant compte de la compétitivité du Port Autonome de Garoua;

- il élabore des études, des plans et des programmes d'aménagement, d'équipement et de renouvellement de l'outil portuaire;

- il propose au conseil d'administration l'organisation interne dudit port;

- il approuve les études et projets techniques et fait procéder à l'exécution de tous les travaux et à la réalisation de toutes les commandes, dans le respect des règles de concurrence.

**Art. 28.-** Le directeur général est responsable devant le conseil d'administration qui peut le sanctionner en cas de faute grave de gestion ou de comportement susceptible de nuire à la bonne marche ou à l'image du Port Autonome de Garoua, suivant les modalités fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

**Art. 29.-** En cas de vacance de la direction générale pour cause de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de suspension du directeur général de ses fonctions, le conseil d'administration prend les dispositions nécessaires pour assurer la bonne marche

authorizing officer, as well as financial statements and annual progress reports;

- prepare Board meetings, attend same in an advisory capacity and implement board decisions;

- ensure the technical and administrative management of the Garoua Autonomous Port;

- recruit, appoint and dismiss staff, subject to the prerogatives of the Board of Directors;

- take all measures required in case of emergency for the smooth running of the Garoua Autonomous Port and report thereon to the Board of Directors;

- represent the Garoua Autonomous Port in all civil matters and in court;

- manage the port area and ensure the safety of operations and the policing of the port;

- in conjunction with the Policy Advisory Committee, propose to the Board of Directors the rules of competition to be observed in the port area as well as the general charges drawn up on the basis of reliable accounts while taking into account the competitive nature of the Garoua Autonomous Port;

- draw up development, equipment and renovation studies, plans and programmes for the Port;

- table the internal organization chart of the Port before the Board of Directors for adoption;

- approve technical studies and projects and ensure the execution of all works as well as contracts, in compliance with the rules of competition.

**28.** The General Manager shall be answerable to the Board of Directors which may sanction him if found wanting in his management or for any behaviour likely to hamper or tarnish the smooth running or the image of the Garoua Autonomous Port, in accordance with the conditions laid down by the laws and regulations in force.

**29.** In case of vacancy of the post of General Manager due to death, resignation, permanent impediment or suspension of the General Manager from his duties, the Board of Directors shall take the necessary measures to ensure the smooth running of the corporation while waiting for the appointment of a

de la société, en attendant la nomination d'un nouveau responsable par l'autorité compétente.

**Chapitre III**  
*Des dispositions financières*

**Art. 30.-** Les ressources financières du Port Autonome de Garoua sont des deniers publics. Elles sont gérées selon les règles de la comptabilité privée.

**Art. 31.-** Les ressources du Port Autonome de Garoua proviennent :

- de la redevance d'usage du domaine public, des infrastructures et des équipements portuaires;
- de la redevance sur les navires;
- des redevances des concessions ou autres transferts;
- du produit des différentes prestations de services;
- du produit des cessions;
- du produit des emprunts, des participations et des placements;
- des subventions éventuelles;
- des dons et legs.

**Art. 32 - (1)** Le Port Autonome de Garoua est tenu de verser une redevance à l'Autorité Portuaire Nationale dont le plafond est fixé par la loi de finances, et le taux par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires portuaires et du ministre chargé des finances, en fonction des objectifs et des besoins de ladite autorité.

(2) La redevance de l'exercice antérieur est reconduite jusqu'à l'intervention de l'arrêté visé à l'alinéa (1) ci-dessus.

**Section I**  
De la répartition des charges financières

**Art. 33.-** Les modalités de participation éventuelle de l'Etat dans les investissements publics portuaires sont définies, après approbation des plans d'entreprises et sur la base d'une convention spéciale entre l'Etat et le Port Autonome de Garoua, sans préjudice du remboursement des emprunts ayant servi à la

new official by the competent authority.

**Chapter III**  
*Financial Provisions*

**30.** The financial resources of the Garoua Autonomous Port shall be public funds. They shall be managed in accordance with the rules of private accounting.

**31.** The resources of the Garoua Autonomous Port shall be composed of:

- royalties for the use of public property, infrastructure and equipment at the Port;
- royalties paid by ships;
- royalties from concessions or other transfers;
- fees for various services;
- fees for transfers;
- revenue from loans, shares and investments;
- subsidies;
- gifts and legacies.

**32. (1)** The Garoua Autonomous Port shall pay dues to the National Ports Authority the ceiling of which shall be fixed by the Finance Law. The rate of the dues shall be fixed by a joint order of the minister in charge of ports and the minister in charge of finance, depending on the objectives and needs of the said Authority.

(2) The dues paid for the last financial year shall be applicable until the order referred to in paragraph (1) above is signed.

**Section I**  
Distribution and Financial Expenses

**33.** The conditions for a possible participation of the State in public port investments shall be defined after the approval of company plans and on the basis of a special agreement between the State and the Garoua Autonomous Port, without prejudice to the reimbursement of loans used in building the present

constitution des actifs portuaires existants à la date de publication du présent décret.

**Art. 34.-** (1) Les investissements de développement découlant du programme d'investissement public ainsi que le financement des services publics et annexes confiés au Port Autonome de Garoua sont à la charge de l'Etat.

(2) L'approfondissement des chenaux d'accès et des plans d'eau résultant d'une politique de l'Etat, est pris en charge par celui-ci. La maintenance de la cote obtenue est à la charge du Port Autonome de Garoua.

(3) La réhabilitation ou le renouvellement des infrastructures portuaires se font avec la participation de l'Etat, conformément aux modalités arrêtées d'accord parties avec le Port Autonome de Garoua.

(4) La maintenance courante des infrastructures est à la charge du Port Autonome de Garoua.

## Section II Du budget

**Art. 35.-** (1) Le budget du Port Autonome de Garoua prévoit et autorise les recettes et les dépenses dont il détermine la nature et le montant. Il doit être équilibré.

(2) L'exercice budgétaire court du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante.

(3) Le budget du Port Autonome de Garoua est approuvé par le conseil d'administration avant le début de l'exercice.

**Art. 36.-** Le directeur général établit et soumet à l'approbation du conseil d'administration, au plus tard le 31 décembre de chaque année, les états financiers annuels et le rapport d'exécution du budget de l'exercice écoulé.

**Art. 37.-** Le directeur général ouvre des comptes dans les établissements bancaires agréés par l'autorité monétaire et en informe le conseil d'administration.

ports facilities at the date of publication of this decree.

**34. (1)** Development investments resulting from the public investment programme as well as the financing of public and related services allotted to the Garoua Autonomous Port shall be carried out by the State.

(2) The deepening of channel entrances and bodies of water resulting from a State policy shall be paid for by the State. The maintenance of the depth obtained shall be borne by the Garoua Autonomous Port.

(3) The State shall contribute towards the rehabilitation or renovation of port facilities in accordance with the modalities fixed in agreement with the Garoua Autonomous Port.

(4) The routine maintenance of the port facilities shall be done by the Garoua Autonomous Port.

## Section II Budget

**35. (1)** The budget of the Garoua Autonomous Port shall state and authorize revenue and expenditure and determine the nature and amount thereof. It must be balanced.

(2) Its financial year shall run from 1 July to 30 June of the following year.

(3) The budget of the Garoua Autonomous Port shall be approved by the Board of Directors before the beginning of the financial year.

**36.** The General Manager shall prepare the annual financial statements and the report on the extension of the budget of the previous financial year and submit them for the approval of the Board of Directors latest 31 December of each year.

**37.** The General Manager shall open accounts in banks approved by the monetary authority and inform the Board of Directors thereof

**Section III****Du contrôle de gestion**

**Art. 38.-** (1) Les comptes du Port Autonome de Garoua sont vérifiés annuellement par un commissaire aux comptes agréé, nommé par le ministre chargé des finances pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une (1) fois.

(2) En cas de défaillance au cours du mandat du commissaire aux comptes, il est pourvu à son remplacement. Le nouveau commissaire aux comptes demeure en fonction pour la durée du mandat restant à courir.

(3) Le commissaire aux comptes est tenu au respect du secret professionnel. Ses honoraires sont fixés par le ministre chargé des finances, sur proposition du conseil d'administration.

**Art. 39.-** Le commissaire aux comptes a mandat de réviser les comptes, d'en vérifier les valeurs afin de certifier la régularité et la sincérité des états financiers ainsi que les informations financières contenues dans les rapports du directeur général.

**Art. 40.-** Sur convocation du président du conseil d'administration, le commissaire aux comptes présente son rapport au cours de la session du conseil consacrée à l'arrêt des comptes et bilans.

**Art. 41.-** Le Port Autonome de Garoua est soumis au contrôle des services publics compétents, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

**Chapitre IV***Des dispositions diverses, transitoires et finales*

**Art. 42.-** Les marchés passés par le Port Autonome de Garoua sont soumis à la réglementation sur les marchés publics.

**Art. 43.-** (1) Toutes les infrastructures et tous les immeubles relevant du domaine public portuaire de Garoua-Bonabéri, notamment les terre-pleins, quais, jetées, plans d'eau, réseaux portuaires de voies ferrées, sont mis à la disposition du Port Autonome de Garoua et demeurent propriété de l'Etat. Il en est de même de ceux qui, postérieurement à la mise en place dudit Port, seront réalisés et affectés à l'exploitation portuaire.

(2) Les biens meubles et immeubles appartenant au domaine privé de l'Etat, et nécessaires à la gestion des infrastructures visées à l'alinéa (1) ci-dessus, notamment les outillages, matériels et approvisionnements sont confiés en jouissance ou cédés en propriété au Port Autonome de Garoua.

**Section III****Auditing**

**38. (1)** The accounts of the Garoua Autonomous Port shall be audited annually by an approved auditor appointed by the minister in charge of finance for a period of three years, renewable once.

(2) An auditor found wanting during his term of office shall be replaced. The newly appointed auditor shall complete such term of office.

(3) The auditor shall respect the rules of professional secrecy. His fees shall be fixed by the minister in charge of finance upon a proposal from the Board of Directors.

**39.** The auditor shall audit and check accounts, in order to certify the regularity and accuracy of financial statements and the financial information contained in the General Manager's reports.

**40.** At the request of the Board Chairman, the auditor shall present his report during a Board meeting convened to adopt accounts and financial statements.

**41.** The Garoua Autonomous Port shall be audited by the competent government services, under the conditions laid down by the laws and regulations in force.

**Chapter IV***Miscellaneous, Transitional and Final Provisions*

**42.** Contracts awarded by the Garoua Autonomous Port shall be subject to the regulations governing public contracts.

**43. (1)** All State facilities and immovable property in the Garoua port, in particular platforms, wharfs, piers, bodies of water and the rail network in the port shall be placed at the disposal of the Garoua Autonomous Port and shall remain State property. The same shall apply for facilities and property which shall be constructed and handed to the port after it has been set up.

(2) The movable and immovable property of the State needed for the management of the facilities referred to in paragraph (1) above, in particular tools, equipment and supplies shall be handed over to the Garoua Autonomous Port for use or transferred to it as its property.

**Art. 44.-** Le Port Autonome de Garoua est tenu de se couvrir des divers risques d'exploitation par une assurance.

**Art. 45.-** Le ministre chargé des affaires portuaires et le ministre chargé des finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 15 juin 1999.

*Le Président de la République,*  
**Paul Biya.**

**Décret n° 99-132 du 15 juin 1999 portant création du port autonome de Kribi**

*Le Président de la République,*

Vu la Constitution;

Vu la loi n° 98-21 du 24 décembre 1998 portant organisation du secteur portuaire;

Vu l'ordonnance n° 95-3 du 17 août 1995 portant statut général des entreprises du secteur public et parapublic;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 98-67 du 28 avril 1998,

*Décrete :*

**Chapitre I**

*Des dispositions générales*

**Article premier.-** (1) Il est créé, par le présent décret, un organisme portuaire autonome, dénommé <<Port Autonome de Kribi >>.

(2) Le Port Autonome de Kribi est une société à capital public, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

(3) Il est placé sous la tutelle du ministère chargé des affaires portuaires.

(4) Son siège est fixé à Kribi.

**Art. 2.-** Les coordonnées et les limites de la circonscription du Port Autonome de Kribi sont fixées par un texte particulier.

**44.** The Garoua Autonomous Port shall take out an insurance policy to cover its operations risks.

**45.** The minister in charge of ports and the minister in charge of finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 15 June 1999.

**Paul Biya,**  
*President of the Republic.*

**Decree No. 99-132 of 15 June 1999 to set up the Kribi Autonomous Port**

*The President of the Republic,*

Mindful of the Constitution;

Mindful of Law No. 98-21 of 24 December 1998 to organize the ports sector;

Mindful of Ordinance No. 95-3 of 17 August 1995: General rules and regulations governing enterprises of the public and semi-public sector;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to organize the Government, amended and supplemented by Decree No. 98-67 of 28 April 1998,

*Hereby decrees as follows:*

**Chapter I**

*General Provisions*

**1.** (1) This decree sets up an autonomous port body called " Kribi Autonomous Port " .

(2) The Kribi Autonomous Port shall be a public corporation with legal personality and financial autonomy.

(3) It shall be placed under the supervision of the ministry in charge of ports.

(4) Its head office shall be in Kribi.

**2.** The co-ordinates and the boundaries of the area of the Kribi Autonomous Port shall be laid down by a special instrument.



**Art. 3.-** (1) Les statuts du Port Autonome de Kribi sont adoptés par le conseil d'administration et approuvés par décret du Président de la République.

(2) Ces statuts précisent notamment le montant du capital initial et les modalités de sa libération.

**Art. 4.-** (1) Le Port Autonome de Kribi assure la gestion, la promotion et le marketing du port de Kribi.

A ce titre, à l'intérieur de la limite de sa circonscription portuaire, il est chargé:

- de la coordination générale des activités portuaires;

- des travaux d'équipement, d'extension, d'amélioration, de renouvellement, de reconstruction, d'entretien dudit port et de ses dépendances ainsi que de la création et de l'aménagement des zones industrielles portuaires;

- de la coordination des activités industrielles et commerciales visées à l'article 7 ci-dessus;

- de la sécurité et de la police des opérations d'exploitation du port et de ses dépendances;

- de la gestion, de l'entretien, de la maintenance et du renouvellement des infrastructures et des équipements portuaires qui lui sont affectés;

- de la coordination générale de l'ensemble des services et organismes publics qui concourent à l'activité portuaire ou en bénéficient;

- de la protection de l'environnement portuaire;

- du contrôle de l'adéquation entre le service rendu et les tarifs y afférents;

- de la maîtrise d'ouvrage des travaux confiés aux entreprises spécialisées, y compris le dragage;

- de l'animation de la communauté portuaire au sein du comité consultatif d'orientation créé auprès dudit port.

(2) Le programme d'investissement en vue de l'extension ou du renouvellement des infrastructures portuaires, ou d'acquisition de nouveaux équipements, ainsi que les conditions de son exécution font l'objet de concertation entre le Port Autonome de Kribi, le

**3. (1)** The articles of association of the Kribi Autonomous Port shall be adopted by the Board of Directors and approved by decree of the President of the Republic.

(2) The articles of association shall indicate the amount of the port's initial capital and the conditions under which it shall be paid up.

**4 . (1)** The Kribi Autonomous Port shall ensure the management, promotion and marketing of the Kribi-Bonaberi port.

To this end, it shall within the boundary of its port area, be responsible for:

- the general co-ordination of port activities;

- equipping, extending, improving, renovating, reconstructing and maintaining the said port and its outbuildings as well as setting up and developing port industrial zones;

- coordinating the industrial and commercial activities referred to Article 7 below ;

- the safety and policing of exploitation operations of the port and its outbuildings;

- managing, maintaining and renovating port infrastructure and equipment allotted to it;

- general coordination of all public services and bodies involved in port activities or benefiting therefrom;

- protecting of the port environment;

- acting as foreman for works, including dredging, assigned to specialized enterprises;

- ascertaining that the services rendered are in line with the amounts charged therefor;

- promoting the port community within the Policy Advisory Committee set up in the said port.

(2) The Kribi Autonomous Port, the Policy Advisory Committee and the National Ports Authority shall jointly decide on the investment programme for the renovation of port infrastructure or the acquisition of new equipment as well as on the conditions under

comité consultatif d'orientation et l'Autorité portuaire nationale.

(3) Dans le cadre de ses missions, le Port Autonome de Kribi met en place un système de gestion des données portuaires alimenté par les opérateurs de la place portuaire.

**Art. 5.-** Le Port Autonome de Kribi est en outre chargé de la gestion des services publics tels que les voiries et réseaux divers, le balisage, les dispositifs d'aide à la navigation à l'intérieur de la circonscription portuaire ou pour ses accès et des services d'incendie et, en tant que de besoin, des services annexes en dehors des limites de la circonscription portuaire tels que:

- le domaine public maritime et la protection des côtes;
- le domaine public fluvial ;
- le service de la navigation fluviale et les activités qui y sont généralement rattachées, notamment l'annonce des crues et la défense contre les inondations.

**Art. 6.-** (1) Les services annexes visés à l'article 5 ci-dessus peuvent faire l'objet de sous-traitance. Ils restent des services de l'Etat et sont gérés par le Port Autonome de Kribi, en collaboration avec les différentes administrations concernées.

(2) Les modalités de financement de la gestion desdits services sont fixées à l'article 34 ci-dessous.

**Art. 7.-** Le Port Autonome de Kribi transfère ou concède, à l'intérieur de sa circonscription portuaire, les activités commerciales et industrielles suivantes:

- l'entrepôt;
- l'acconage;
- la manutention;
- le remorquage;
- la consignation;
- le stockage;
- la gestion des terminaux;
- le pilotage et le lamanage;
- les activités industrielles;
- le transit;
- l'avitaillement des navires.

**Art. 8.-** Les conditions et les modalités de concession, de transfert au secteur privé des activités visées à

which the programme shall be implemented.

(3) Within the framework of its duties, the Kribi Autonomous Port shall set up a system for the management of data supplied by operators in the port area.

**5.** The Kribi Autonomous Port shall furthermore be in charge of managing public services such as miscellaneous highways and road networks, beacons and navigation aids within the port area or for the port approaches, as well as fire brigades and where necessary, the following subsidiary services situated outside the port area:

- maritime public property and protection of the coasts;
- maritime signs and signals;
- river navigation and activities generally attached thereto, especially announcing rise in water levels and prevention of floods.

**6.** (1) The subsidiary services referred to in Article 5 above may be subcontracted. They shall remain State services and shall be managed by the Kribi Autonomous Port, in collaboration with the various services concerned.

(2) The conditions for financing the management of the said services are laid down in Article 34 below.

**7.** The Kribi Autonomous Port shall, within its port area, transfer or concede the following commercial and industrial activities:

- warehousing;
- lighterage;
- cargo handling;
- tugging;
- consignment;
- storage;
- management of terminals;
- piloting and inshore pilotage;
- industrial activities;
- transit;
- refueling of ships.

**8.** The terms and conditions for concession or transfer to the private sector of the activities referred to in

l'article 7 ci-dessus sont fixées par des conventions spécifiques, dans le respect des textes en vigueur.

**Art. 9.-** (1) Sur la base du cadre défini par l'Autorité Portuaire Nationale, le Port Autonome de Kribi s'assure du respect des règles de transparence, de concurrence et de compétitivité dans l'exercice des activités concédées ou transférées aux privés. A cet effet, le Port Autonome de Kribi publie trimestriellement un tableau de suivi des délais, des coûts et des performances.

(2) Chaque concession, cession ou transfert est assorti d'un cahier de charges définissant les conditions d'exercice de l'activité, ainsi que les obligations auxquelles devront se conformer les attributaires.

**Art. 10.-** (1) Si l'opération de consultation relative au transfert au secteur privé d'une des activités visées à l'article 7 ci-dessus s'avère infructueuse, le Port Autonome de Kribi peut, à titre exceptionnel, en assurer la gestion directe, après avis du comité consultatif d'orientation.

(2) Le Port Autonome de Kribi, prend toutes mesures nécessaires pour suppléer la carence ou la défaillance des opérateurs chargés des activités visées à l'article 7 ci-dessus.

**Art. 11.-** Toutes les activités privées s'exerçant dans les limites de la circonscription du Port Autonome de Kribi autres que celles prévues à l'article 7 ci-dessus font l'objet d'une autorisation dudit Port.

**Art. 12.-** Les réseaux routiers, ferroviaires, d'eau, d'électricité et autres dont le Port Autonome de Kribi n'est pas propriétaire, font l'objet de conventions sur leurs conditions de réalisation, d'exploitation et de maintenance ainsi que de dévolution à leurs promoteurs.

**Art. 13.-** Dans le cadre de l'exercice des missions de service public visées aux articles 4 et 5, le Port Autonome de Kribi est investi des prérogatives de puissance publique.

## Chapitre II

### *De l'organisation et du fonctionnement*

**Art. 14.-** Le Port Autonome de Kribi est administré par deux (2) organes:

- le conseil d'administration;
- la direction générale.

Article 7 above shall be laid down by specific conventions, in accordance with the instruments in force.

**9. (1)** On the basis of the framework defined by the National Ports Authority, the Kribi Autonomous Port shall ensure compliance with the rules of transparency, competition and competitiveness in the exercise of activities conceded or transferred to the private sector. To this effect, the Kribi Autonomous Port shall publish a quarterly review of deadlines, costs and performances.

(2) Each concession or transfer shall be accompanied by specifications defining the conditions for carrying on the activity, as well as the obligations of the allottees.

**10. (1)** Where consultation in view of the transfer of any of the activities referred to in Article 7 above to the private sector is unsuccessful, the Kribi Autonomous Port may, exceptionally, after seeking the opinion of the Policy Advisory Committee, ensure the direct management, of the said activity.

(2) The Kribi Autonomous Port shall take all necessary measures to make up for any default on the part of operators in charge of the activities referred to in Article 7 above.

**11.** All private activities other than those provided for in Article 7 above carried on within the area of the Kribi Autonomous Port shall be subject to authorization from the said port.

**12.** Road, railway, water, electricity and other networks which are not owned by the Kribi Autonomous Port shall be subject of conventions with respect to the conditions under which they shall be built, operated, maintained and transmitted to their promoters.

**13.** Within the framework of the exercise of the public service duties referred to in Articles 4 and 5 above, the Kribi Autonomous Port shall have the prerogatives of a public authority.

## Chapter II

### *Organization and Functioning*

**14.** The Kribi Autonomous Port shall be administered by 2 (two) organs:

- the Board of Directors;
- the General Management.

**Section I**  
Du conseil d'administration

**Art. 15.-** (1) Le conseil d'administration du Port Autonome de Kribi est composé ainsi qu'il suit:

*Président:* une personnalité nommée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur;

*Membres :*

- un (1) représentant du ministre chargé des affaires portuaires;
- un (1) représentant du ministre chargé des finances;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire;
- un (1) représentant du ministre chargé du développement industriel et commercial;
- un (1) représentant de l'autorité portuaire nationale;
- un (1) représentant de la commune urbaine de Kribi;
- un (1) représentant des acconiers;
- un (1) représentant des armateurs;
- un (1) représentant des chargeurs;
- un (1) représentant des transitaires;
- un (1) représentant de la chambre de commerce, d'industrie et des mines;
- un (1) représentant du personnel.

(2) Le secrétariat du conseil est assuré par le directeur général du Port Autonome de Kribi.

**Art. 16.-** Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé des affaires portuaires, sur proposition des administrations ou organisations socio-professionnelles auxquelles ils appartiennent, pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable deux (2) fois.

**Art.17.-** (1) Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès ou par démission; il prend également fin à la suite d'une perte de la qualité qui avait motivé sa nomination, ou encore par révocation à la suite d'une faute grave ou des agissements incompatibles avec la fonction de membre du conseil d'administration, ou en cas de dissolution.

(2) En cas de décès en cours de mandat ou dans toutes les hypothèses où un membre n'est plus en mesure d'exercer son mandat, son remplacement intervient dans les conditions fixées à l'article 16 ci-dessus, jusqu'au terme du mandat en cours.

**Section I**  
Board of Directors

**15. (1)** The Board of Directors of the Kribi Autonomous Port shall comprise the following members:

*Chairman:* a personality appointed in accordance with the laws and regulations in force.

*Members:*

- a representative of the minister in charge of ports;
- a representative of the minister in charge of finance;
- a representative of the minister in charge of regional development;
- a representative of the minister in charge of commercial and industrial development;
- a representative of the National Ports Authority;
- a representative of the Kribi Urban Council;
- a representative of lightermen;
- a representative of shipowners;
- a representative of shippers;
- a representative of forwarding agents;
- a representative of the Chamber of Commerce, Industry and Mines;
- a staff representative.

(2) The General Manager of the Kribi Autonomous Port shall provide secretarial services for the Board.

**16.** The members of the Board of Directors shall be appointed by an order of the minister in charge of ports, for a four-year term of office, renewable twice, upon proposal of the services or socio-professional organizations they represent.

**17. (1)** The term of office of a board member shall cease upon normal expiry of its duration, through death or resignation, it shall also cease upon loss of the status that led to his appointment, or upon dismissal following serious misconduct or behaviour which is incompatible with the duty of board member, or in case of dissolution of the port.

(2) In the event of death in the course of a term of office or where a board member can no longer perform his duties, he shall be replaced under the conditions laid down in Article 16 above for the rest of the current term of office.

**Art. 18.-** Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour définir et orienter la politique générale du Port Autonome de Kribi et évaluer sa gestion, dans les limites fixées par son objet social.

A ce titre:

- il fixe les programmes d'actions, conformément aux objectifs globaux du secteur portuaire, et approuve les rapports d'activités annuels dressés par le directeur général;

- il approuve le budget et arrête, de manière définitive, les comptes et états financiers annuels;

- il approuve, sur proposition du directeur général, l'organigramme, le règlement intérieur et la grille des rémunérations et des avantages des personnels;

- il nomme, sur proposition du directeur général, aux postes de responsabilité à partir de directeur adjoint et assimilé;

- il accepte tous dons, legs et subventions;

- il approuve les contrats de performance, les plans d'entreprise ou toutes autres conventions, y compris les emprunts, préparés par le directeur général, et ayant une incidence sur le budget;

- il autorise les participations dans les associations, groupements ou autres organismes;

- il approuve, après avis préalable du comité consultatif d'orientation, les plans et programmes d'aménagement, d'équipement, d'extension et de renouvellement du Port Autonome de Kribi; ces plans et programmes sont accompagnés de justifications techniques, économiques et financières nécessaires;

- il approuve après avis préalable du comité consultatif d'orientation, les tarifs généraux applicables au Port Autonome de Kribi établis sur la base d'une comptabilité analytique et tenant compte du souci de compétitivité;

- approuve les cahiers des charges applicables aux activités concédées ou transférées au secteur privé.

**Art. 19.-** Le conseil d'administration exerce un contrôle permanent sur l'ensemble de la gestion du Port Autonome de Kribi. Il présente annuellement, au plus tard six (6) mois après la clôture de l'exercice un rapport au ministre chargé des finances et au ministre

**18.** The Board of Directors shall have the widest powers to define and orientate the general policy of the Kribi Autonomous Port and evaluate the management thereof within the limits specified by its objects.

As such, it shall:

- draw up the programmes of action in accordance with the overall objectives of the port sector, and approve the annual progress reports drawn up by the General Manager;

- approve the budget and adopt the annual accounts and financial statements;

- approve, upon proposal of the General Manager, the organization chart, the by-laws and staff salary scale and benefits;

- appoint, upon proposal of the General Manager, to duty posts from the rank of deputy director and similar ranks;

- accept gifts, legacies and subsidies;

- approve performance contracts, enterprise plans or any other conventions, including loans prepared by the General Manager which have an incidence on the budget;

- authorize participation in associations, groups or other bodies;

- after prior consultation with the Policy Advisory Committee, approve plans and programmes for the development, equipping, extension and renovation of the Kribi Autonomous Port; the said plans and programmes shall be accompanied by the necessary technical, economic and financial justifications;

- after prior consultation with the Policy Advisory Committee, approve general charges applicable in the Kribi Autonomous Port established on the basis of analytical accounting and taking into consideration the concern for competitiveness;

- approve the specifications applicable to activities conceded or transferred to the private sector.

**19.** The Board of Directors shall exercise permanent control over the entire management of the Kribi Autonomous Port. Annually, no later than 6 (six) months after the close of the financial year, it shall present a report to the minister in charge of finance

chargé des affaires portuaires. Ledit rapport est publié.

**Art. 20.-** Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs au directeur général, qui rend compte, en tant que de besoin, de l'utilisation faite de cette délégation.

**Art. 21.-** (1) Sur convocation de son président, le conseil d'administration se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire, dont une fois pour le vote du budget et une fois pour arrêter les états financiers.

(2) Toutefois, à la demande d'un tiers (1/3) au moins des membres du conseil d'administration, le président est tenu de convoquer le conseil en séance extraordinaire. En cas de refus ou de silence du président, ou lorsque les circonstances l'exigent, le ministre de tutelle peut procéder à la convocation d'une séance extraordinaire du conseil d'administration.

(3) Les convocations sont faites par courrier électronique, télécopie, confirmées par lettres recommandées ou par tous moyens laissant traces et adressées aux membres, quinze (15) jours au moins avant la date prévue pour la réunion. Elles contiennent l'ordre du jour et le lieu de réunion.

(4) Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur toute question inscrite à l'ordre du jour que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint lors de la première convocation, il est ramené à la moitié de ses membres présents ou représentés pour les convocations suivantes.

(5) Le président peut, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour, inviter toute personne physique ou morale, en raison de sa compétence, à participer aux travaux du Conseil d'Administration, avec voix consultative.

**Art. 22.-** (1) Chaque membre du conseil d'administration dûment convoqué doit personnellement assister ou se faire représenter aux travaux de la session par un autre administrateur.

(2) En tout état de cause, aucun membre ne peut représenter plus d'un administrateur.

**Art. 23.-** Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

and the minister in charge of ports. The said report shall be published.

**20.** The Board of Directors may delegate some of its powers to the General Manager who shall, as and when necessary, give an account of the use of the powers delegated to him.

**21.** (1) The Board of Directors shall meet at least twice a year in ordinary session when convened by its Chairman: at one session to vote the budget and at the second to adopt the financial statements.

(2) However, at the request of at least 1/3 of the board members, the Chairman shall be bound to convene an extraordinary session of the board. In the event of refusal or silence of the Chairman, or where the circumstances so warrant, the supervisory minister may proceed to convene an extraordinary session of the Board of Directors.

(3) The convening notices shall be sent by electronic mail, telefax, confirmed by registered letters or by any other means with written evidence addressed to members at least 15 (fifteen) days before the scheduled date of the meeting. The convening notices shall indicate the agenda and venue of the meeting.

(4) The Board of Directors may not validly conduct business on any item on the agenda unless at least 2/3 (two-thirds) of its members are present or represented. Where the quorum is not reached at the first meeting, it will be brought down to half of the members present or represented for subsequent meetings.

(5) The chairman may invite any natural person or corporate body, on account of their expertise in the items on the agenda, to attend board meetings in an advisory capacity.

**22.** (1) Each member of the Board of Directors duly convened shall personally attend or be represented at the meeting by another board member.

(2) In any case, no board member shall represent more than one absent member.

**23.** The decisions of the Board of Directors shall be made by a simple majority of the members present or represented. In case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

**Art. 24.-** Les délibérations du conseil d'administration font l'objet d'un procès-verbal co-signé par le président et le secrétaire de séance. Ce procès-verbal mentionne, en outre, les noms des membres présents ou représentés, ainsi que ceux des personnes invitées à titre consultatif.

**Art. 25.-** (1) Le président du conseil d'administration bénéficie d'une allocation mensuelle.

(2) Le président et les membres du conseil d'administration perçoivent, à l'occasion des réunions, une indemnité de session.

(3) L'allocation mensuelle et l'indemnité de session visées aux alinéas (1) et (2) ci-dessus sont fixées par le ministre chargé des finances, sur proposition du conseil d'administration, sous réserve des plafonds prévus par la réglementation en vigueur.

### **Section III** De la direction générale

**Art. 26.-** La direction du Port Autonome de Kribi est placée sous l'autorité d'un directeur général, éventuellement assisté d'un adjoint, tous deux nommés par le conseil d'administration, sur la base de leurs compétences.

**Art. 27.-** Le directeur général est chargé de la gestion et de l'application de la politique générale du Port Autonome de Kribi, sous le contrôle du conseil d'administration à qui il rend compte de sa gestion.

A ce titre:

- il prépare le budget dont il est le principal ordonnateur, les états financiers et les rapports d'activités annuels;
- il prépare les délibérations du conseil d'administration, assiste avec voix consultative à ses réunions et exécute ses décisions;
- il assure la direction technique et administrative du Port Autonome de Kribi;
- il recrute, nomme, et licencie les membres du personnel, sous réserve des prérogatives reconnues au conseil d'administration;
- il prend dans les cas d'urgence toute mesure conservatoire nécessaire à la bonne marche du Port Autonome de Kribi à charge pour lui, d'en rendre compte au conseil d'administration;

**24.** The minutes of the deliberations of a Board meeting shall be signed by the Chairman and the Secretary. Such minutes shall also carry the names of the members present or represented, as well as those of persons invited in an advisory capacity.

**25. (1)** The Chairman of the Board of Directors shall be entitled to a monthly allowance.

(2) The Chairman and Board members shall be entitled to a sitting allowance for each meeting.

(3) The monthly allowance and the sitting allowance referred to in paragraphs (1) and (2) above shall be fixed by the minister in charge of finance following the proposal of the Board of Directors, subject to the ceilings provided for by the regulations in force.

### **Part III** General Management

**26.** The management of the Kribi Autonomous Port shall be under the authority of a General Manager assisted, if need be, by an Assistant General Manager, both appointed by the Board of Directors by reason of their competence.

**27.** The General Manager shall be responsible for managing and implementing the general policy of the Kribi Autonomous Port, under the supervision of the Board of Directors to which he shall be answerable.

As such, the General Manager shall:

- prepare the budget, of which he is the main authorizing officer, as well as financial statements and annual progress reports;
- prepare Board meetings, attend same in an advisory capacity and implement board decisions;
- ensure the technical and administrative management of the Kribi Autonomous Port;
- recruit, appoint and dismiss staff, subject to the prerogatives of the Board of Directors;
- take all measures required in case of emergency for the smooth running of the Kribi Autonomous Port and report thereon to the Board of Directors;

- il représente le Port Autonome de Kribi dans tous les actes de la vie civile et en justice;

- il gère le domaine public portuaire et assure la sécurité de l'exploitation et la police portuaires;

- il propose au conseil d'administration, en concertation avec le comité consultatif d'orientation, les règles de concurrence à observer au sein du domaine portuaire, ainsi que les tarifs généraux résultant d'une comptabilité fiable et tenant compte de la compétitivité du Port Autonome de Kribi;

- il élabore des études, des plans et des programmes d'aménagement, d'équipement et de renouvellement de l'outil portuaire;

- il propose au conseil d'administration l'organisation interne dudit port;

- il approuve les études et projets techniques et fait procéder à l'exécution de tous les travaux et à la réalisation de toutes les commandes, dans le respect des règles de concurrence.

**Art. 28.-** Le directeur général est responsable devant le conseil d'administration qui peut le sanctionner en cas de faute grave de gestion ou de comportement susceptible de nuire à la bonne marche ou à l'image du Port Autonome de Kribi, suivant les modalités fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

**Art. 29.-** En cas de vacance de la direction générale pour cause de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de suspension du directeur général de ses fonctions, le conseil d'administration prend les dispositions nécessaires pour assurer la bonne marche de la société, en attendant la nomination d'un nouveau responsable par l'autorité compétente.

### Chapitre III

#### *Des dispositions financières*

**Art. 30.-** Les ressources financières du Port Autonome de Kribi sont des deniers publics. Elles sont gérées selon les règles de la comptabilité privée.

**Art. 31.-** Les ressources du Port Autonome de Kribi proviennent :

- de la redevance d'usage du domaine public, des infrastructures et des équipements portuaires;

- de la redevance sur les navires;

- des redevances des concessions ou autres transferts;

- represent the Kribi Autonomous Port in all civil matters and in court;

- manage the port area and ensure the safety of operations and the policing of the port;

- in conjunction with the Policy Advisory Committee, propose to the Board of Directors the rules of competition to be observed in the port area as well as the general charges drawn up on the basis of reliable accounts while taking into account the competitive nature of the Kribi Autonomous Port;

- draw up development, equipment and renovation studies, plans and programmes for the Port;

- table the internal organization chart of the Port before the Board of Directors for adoption;

- approve technical studies and projects and ensure the execution of all works as well as contracts, in compliance with the rules of competition.

**28.** The General Manager shall be answerable to the Board of Directors which may sanction him if found wanting in his management or for any behaviour likely to hamper or tarnish the smooth running or the image of the Kribi Autonomous Port, in accordance with the conditions laid down by the laws and regulations in force.

**29.** In case of vacancy of the post of General Manager due to death, resignation, permanent impediment or suspension of the General Manager from his duties, the Board of Directors shall take the necessary measures to ensure the smooth running of the corporation while waiting for the appointment of a new official by the competent authority.

### Chapter III

#### *Financial Provisions*

**30.** The financial resources of the Kribi Autonomous Port shall be public funds. They shall be managed in accordance with the rules of private accounting.

**31.** The resources of the Kribi Autonomous Port shall be composed of:

- royalties for the use of public property, infrastructure and equipment at the Port;

- royalties paid by ships;

- royalties from concessions or other transfers;



- du produit des différentes prestations de services;

- du produit des cessions;

- du produit des emprunts, des participations et des placements;

- des subventions éventuelles;

- des dons et legs.

**Art. 32.** - (1) Le Port Autonome de Kribi est tenu de verser une redevance à l'Autorité Portuaire Nationale dont le plafond est fixé par la loi de finances, et le taux par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires portuaires et du ministre chargé des finances, en fonction des objectifs et des besoins de ladite autorité.

(2) La redevance de l'exercice antérieur est reconduite jusqu'à l'intervention de l'arrêté visé à l'alinéa (1) ci-dessus.

#### Section I

##### De la répartition des charges financières

**Art. 33.**- Les modalités de participation éventuelle de l'Etat dans les investissements publics portuaires sont définies, après approbation des plans d'entreprises et sur la base d'une convention spéciale entre l'Etat et le Port Autonome de Kribi, sans préjudice du remboursement des emprunts ayant servi à la constitution des actifs portuaires existants à la date de publication du présent décret.

**Art. 34.**- (1) Les investissements de développement découlant du programme d'investissement public ainsi que le financement des services publics et annexes confiés au Port Autonome de Kribi sont à la charge de l'Etat.

(2) L'approfondissement des chenaux d'accès et des plans d'eau résultant d'une politique de l'Etat, est pris en charge par celui-ci. La maintenance de la cote obtenue est à la charge du Port Autonome de Kribi.

(3) La réhabilitation ou le renouvellement des infrastructures portuaires se font avec la participation de l'Etat, conformément aux modalités arrêtées d'accord parties avec le Port Autonome de Kribi.

(4) La maintenance courante des infrastructures est à la charge du Port Autonome de Kribi.

- fees for various services;

- fees for transfers;

- revenue from loans, shares and investments;

- subsidies;

- gifts and legacies.

**32.** (1) The Kribi Autonomous Port shall pay dues to the National Ports Authority the ceiling of which shall be fixed by the Finance Law. The rate of the dues shall be fixed by a joint order of the minister in charge of ports and the minister in charge of finance, depending on the objectives and needs of the said Authority.

(2) The dues paid for the last financial year shall be applicable until the order referred to in paragraph (1) above is signed.

#### Section I

##### Distribution and Financial Expenses

**33.** The conditions for a possible participation of the State in public port investments shall be defined after the approval of company plans and on the basis of a special agreement between the State and the Kribi Autonomous Port, without prejudice to the reimbursement of loans used in building the present ports facilities at the date of publication of this decree.

**34.** (1) Development investments resulting from the public investment programme as well as the financing of public and related services allotted to the Kribi Autonomous Port shall be carried out by the State.

(2) The deepening of channel entrances and bodies of water resulting from a State policy shall be paid for by the State. The maintenance of the depth obtained shall be borne by the Kribi Autonomous Port.

(3) The State shall contribute towards the rehabilitation or renovation of port facilities in accordance with the modalities fixed in agreement with the Kribi Autonomous Port.

(4) The routine maintenance of the port facilities shall be done by the Kribi Autonomous Port.

**Section II**  
*Du budget*

**Art. 35.-** (1) Le budget du Port Autonome de Kribi prévoit et autorise les recettes et les dépenses dont il détermine la nature et le montant. Il doit être équilibré.

(2) L'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de l'année suivante.

(3) Le budget du Port Autonome de Kribi est approuvé par le conseil d'administration avant le début de l'exercice.

**Art. 36.-** Le directeur général établit et soumet à l'approbation du conseil d'administration, au plus tard le 31 décembre de chaque année, les états financiers annuels et le rapport d'exécution du budget de l'exercice écoulé.

**Art. 37.-** Le directeur général ouvre des comptes dans les établissements bancaires agréés par l'autorité monétaire et en informe le conseil d'administration.

**Section III**  
*Du contrôle de gestion*

**Art. 38.-** (1) Les comptes du Port Autonome de Kribi sont vérifiés annuellement par un commissaire aux comptes agréé, nommé par le ministre chargé des finances pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une (1) fois.

(2) En cas de défaillance au cours du mandat du commissaire aux comptes, il est pourvu à son remplacement. Le nouveau commissaire aux comptes demeure en fonction pour la durée du mandat restant à courir.

(3) Le commissaire aux comptes est tenu au respect du secret professionnel. Ses honoraires sont fixés par le ministre chargé des finances, sur proposition du conseil d'administration.

**Art. 39.-** Le commissaire aux comptes a mandat de réviser les comptes, d'en vérifier les valeurs afin de certifier la régularité et la sincérité des états financiers ainsi que les informations financières contenues dans les rapports du directeur général.

**Art. 40.-** Sur convocation du président du conseil d'administration, le commissaire aux comptes présente son rapport au cours de la session du conseil consacrée à l'arrêt des comptes et bilans.

**Section II**  
*Budget*

**35.** (1) The budget of the Kribi Autonomous Port shall state and authorize revenue and expenditure and determine the nature and amount thereof. It must be balanced.

(2) Its financial year shall run from 1 July to 30 June of the following year.

(3) The budget of the Kribi Autonomous Port shall be approved by the Board of Directors before the beginning of the financial year.

**36.** The General Manager shall prepare the annual financial statements and the report on the extension of the budget of the previous financial year and submit them for the approval of the Board of Directors latest 31 December of each year.

**37.** The General Manager shall open accounts in banks approved by the monetary authority and inform the Board of Directors thereof.

**Section III**  
*Auditing*

**38.** (1) The accounts of the Kribi Autonomous Port shall be audited annually by an approved auditor appointed by the minister in charge of finance for a period of three years, renewable once.

(2) An auditor found wanting during his term of office shall be replaced. The newly appointed auditor shall complete such term of office.

(3) The auditor shall respect the rules of professional secrecy. His fees shall be fixed by the minister in charge of finance upon a proposal from the Board of Directors.

**39.** The auditor shall audit and check accounts, in order to certify the regularity and accuracy of financial statements and the financial information contained in the General Manager's reports.

**40.** At the request of the Board Chairman, the auditor shall present his report during a Board meeting convened to adopt accounts and financial statements.

**Art. 41.-** Le Port Autonome de Kribi est soumis au contrôle des services publics compétents, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

#### Chapitre IV

##### *Des dispositions diverses, transitoires et finales*

**Art. 42.-** Les marchés passés par le Port Autonome de Kribi sont soumis à la réglementation sur les marchés publics.

**Art. 43.-** (1) Toutes les infrastructures et tous les immeubles relevant du domaine public portuaire de Kribi-Bonabéri, notamment les terre-pleins, quais, jetées, plans d'eau, réseaux portuaires de voies ferrées, sont mis à la disposition du Port Autonome de Kribi et demeurent propriété de l'Etat. Il en est de même de ceux qui, postérieurement à la mise en place dudit Port, seront réalisés et affectés à l'exploitation portuaire.

(2) Les biens meubles et immeubles appartenant au domaine privé de l'Etat, et nécessaires à la gestion des infrastructures visées à l'alinéa (1) ci-dessus, notamment les outillages, matériels et approvisionnements sont confiés en jouissance ou cédés en propriété au Port Autonome de Kribi.

**Art. 44.-** Le Port Autonome de Kribi est tenu de se couvrir des divers risques d'exploitation par une assurance.

**Art. 45.-** Le ministre chargé des affaires portuaires et le ministre chargé des finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 15 juin 1999.

*Le Président de la République,*  
**Paul Biya.**

#### **Décret portant mise à la retraite d'un personnel officier de l'armée de terre**

*Par décret n° 99-134 en date du 18 juin 1999 :*

**Article premier.-** Le capitaine Otele Ama'a Alphonse, né le 8 mars 1943 et autorisé à servir au-delà de la limite d'âge de son grade au titre de la troisième et dernière période, est mis à la retraite

**41.** The Kribi Autonomous Port shall be audited by the competent government services, under the conditions laid down by the laws and regulations in force.

#### Chapter IV

##### *Miscellaneous, Transitional and Final Provisions*

**42.** Contracts awarded by the Kribi Autonomous Port shall be subject to the regulations governing public contracts.

**43.** (1) All State facilities and immovable property in the Kribi port, in particular platforms, wharfs, piers, bodies of water and the rail network in the port shall be placed at the disposal of the Kribi Autonomous Port and shall remain State property. The same shall apply for facilities and property which shall be constructed and handed to the port after it has been set up.

(2) The movable and immovable property of the State needed for the management of the facilities referred to in paragraph (1) above, in particular tools, equipment and supplies shall be handed over to the Kribi Autonomous Port for use or transferred to it as its property.

**44.** The Kribi Autonomous Port shall take out an insurance policy to cover its operations risks.

**45.** The minister in charge of ports and the minister in charge of finance are responsible, each in his own sphere, for implementation of this decree which shall be registered, published according to the procedure or urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 15 June 1999.

**Paul Biya,**  
*President of the Republic.*

#### **Retirement of an Army Officer**

*By Decree No. 99-134 of 18 June 1999 :*

**1.** Captain Otele Ama'a Alphonse, born on 8 March 1934 and authorized to serve shall be beyond the retirement age for his rank for the third and last

pour compter du 31 décembre 1999.

**Art. 2.-** Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 18 juin 1999.

*Le Président de la République,*  
**Paul Biya.**

---

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE**

---

**Arrêté portant autorisation de création et ouverture d'un centre de santé catholique dans l'aire de santé de Massea, arrondissement de Yokadouma, département de la Boumba-et-Ngoko, province de l'Est**

*Par arrêté n° 104-A-MSP en date du 27 avril 1999.*

**Article premier.-** Monseigneur Eugeniusz Juretzko Omi, évêque de Yokadouma, B.P. 33 Yokadouma, est autorisé à créer et à ouvrir, pour le compte de son diocèse, un centre de santé catholique dans l'aire de santé de Massea, arrondissement de Yokadouma, département de la Boumba-et-Ngoko, province de l'Est.

**Art. 2.-** L'intéressé devra se conformer à la réglementation en vigueur.

**Art. 3.-** Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 27 avril 1999.

*Le ministre de la Santé publique,*  
**Prof. Gottlieb Lobe Monekosso.**

---

**Arrêté portant autorisant de création et ouverture d'un centre de santé baptiste à Wouroum, arrondissement de Banyo, département de Mayo-Banyo, province de l'Adamaoua**

*Par arrêté n° 105-A-MSP en date du 27 avril 1999 :*

**Article premier.** La "Cameroon Baptist Convention" B.P. 9 Nso, est autorisée à créer et à ouvrir au public un centre de santé à Wouroum, arrondissement de Banyo, département de Mayo Banyo, province de l'Adamaoua.

period, shall be placed on retirement with effect from 31 December 1999.

**2.** The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence is responsible for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 18 June 1999.

**Paul Biya,**  
*President of the Republic.*

---

**MINISTRY OF PUBLIC HEALTH**

---

**Authorization to set up and open a Catholic health centre**

*By Order No. 104-A-MSP of 27 April 1999:*

1. His Lordship Eugeniusz Juretzko Omi, Bishop of Yokadouma, P.O. Box 33 Yokadouma, is authorized to set up and open on behalf of his diocese, a Catholic health centre in the Massea Health Area, Yokadouma subdivision, Boumba-et-Ngoko Division, East Province.

2. His Lordship Eugeniusz Juretzko Omi shall comply with the regulations in force.

3. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 27 April 1999.

**Prof. Gottlieb Lobe Monekosso,**  
*Minister of Public Health.*

---

**Authorization to set up and open a Baptist health centre**

*By Order No. 105-A-MSP of 27 April 1999 :*

1. The Cameroon Baptist Convention, P.O. Box 9, Nso is authorized to set up and open to the public a health centre at Wouroum, Banyo Subdivision, Mayo-Banyo Division, Adamaoua Province.

**Art. 2.-** Les responsables de la "Cameroon Baptist Convention" devront se conformer à la réglementation en vigueur.

**Art. 3.-** Le présent arrêté sera enregistré puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 27 avril 1999.

*Le ministre de la Santé publique,*  
**Prof. Gottlieb Lobe Monekosso.**

2. The Cameroon Baptist Convention officials shall comply with the regulations in force.

3. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 27 April 1999.

**Prof. Gottlieb Lobe Monekosso,**  
*Minister of Public Health.*